

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2011

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	28
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011	30
Annexes proposées au projet de loi de crédits	32
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	47
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	50
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépenses	54
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor	60
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	70
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	72
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	78
Détails par ministère, organisme et Société d'État	86
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	93
Agence canadienne de développement international	95
Centre de recherches pour le développement international	96
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	96
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	100
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	106
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	111
Agence canadienne d'inspection des aliments	112
ANCIENS COMBATTANTS	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	116
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	117
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	121
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	124
Directeur général des élections	124
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	127
ENVIRONNEMENT	
Ministère	130
Agence Parcs Canada	131
FINANCES	
Ministère	135
INDUSTRIE	
Ministère	139
Agence spatiale canadienne	140
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	141
Conseil national de recherches du Canada	142
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	143
Conseil de recherches en sciences humaines	144
Statistique Canada	144
JUSTICE	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	147
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	152
Conseil des Arts du Canada	152
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	153
PÊCHES ET OCÉANS	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	160
Société canadienne d'hypothèques et de logement	163
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	166
Énergie atomique du Canada limitée	166
Office national de l'énergie	167

Table des matières

SANTÉ	
Ministère.....	170
Instituts de recherche en santé du Canada.....	171
Agence de la santé publique du Canada.....	172
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	177
Agence des services frontaliers du Canada.....	178
Service canadien du renseignement de sécurité.....	178
Gendarmerie royale du Canada.....	179
TRANSPORTS	
Ministère.....	183
Marine Atlantique S.C.C.	184
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	184
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	187

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

Objectif et renseignements généraux

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Le budget supplémentaire des dépenses renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.



<http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20102011/mc-bpd/toc-tdm-fra.asp>

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont habituellement déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe qui accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue d'exécuter ses programmes et d'offrir ses services. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Lors des trois derniers exercices, trois budgets supplémentaires des dépenses ont été déposés chaque année, soit un pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (C) est le troisième et dernier budget supplémentaire des dépenses prévu pour l'exercice en cours et sera déposé au Parlement au cours de la période d'octroi des crédits se terminant le 26 mars 2011.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour – Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2011

Le Budget principal des dépenses 2010-2011, déposé le 3 mars 2010, visait à obtenir l'autorisation du Parlement afin de dépenser 96,3 milliards de dollars en crédits votés. Le budget principal des dépenses présentait également des renseignements au sujet de 162,7 milliards de dollars en dépenses législatives pour un budget principal des dépenses total de 259,0 milliards de dollars. La *Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011* a reçu la sanction royale le 31 mars 2010 et a fourni des crédits provisoires de 27,2 milliards de dollars aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2010, moment auquel les crédits restants de 69,1 milliards de dollars du budget principal des dépenses ont été fournis en vertu de la *Loi sur le crédit n° 2 pour 2010-2011*, qui a reçu la sanction royale le 30 juin 2010.

Budget principal des dépenses – 259,0 milliards de dollars
96,3 milliards de dollars en crédits votés et 162,7 milliards de dollars en dépenses législatives

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011 a été déposé le 25 mai 2010 en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement d'engager des crédits votés de 3,3 milliards de dollars. La *Loi sur le crédit n° 3 pour 2010-2011* a permis d'obtenir la totalité des crédits demandés dans le budget supplémentaire des dépenses (A) et a reçu la sanction royale le 30 juin 2010.

Budget supplémentaires des dépenses (A) – 2,6 milliards de dollars

3,3 milliards de dollars en crédits votés et une diminution de 0,7 milliard de dollars en dépenses législatives

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011 a été déposé le 4 novembre 2010 en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 4,4 milliards de dollars. La *Loi sur le crédit n° 4 pour 2010-2011* a permis d'obtenir la totalité des crédits demandés dans le budget supplémentaire des dépenses (B) et a reçu la sanction royale le 15 décembre 2010.

Budget supplémentaire des dépenses (B) – 2,4 milliards de dollars

4,4 milliards de dollars en crédits votés et une diminution de 2,0 milliards de dollars en dépenses législatives

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 0,9 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 1 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une augmentation de 0,9 milliard de dollars des dépenses législatives prévues.

Budget supplémentaire des dépenses (C) – 1,8 milliard de dollars

0,9 milliard de dollars en crédits votés et une augmentation de 0,9 milliard de dollars en dépenses législatives

Tableau 1 – Total du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011 (en millions de dollars)

	Budgétaire ¹	Non budgétaire ²	Total
Crédits votés ³	919,7	0,0	919,7
Dépenses législatifs ⁴	(218,1)	1 104,4	886,3
Total	701,6	1 104,4	1 806,0

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les dépenses votées sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 2 illustre le rapprochement des budgets des dépenses à ce jour et de la Mise à jour des projections économiques et financières d'octobre 2010.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires de 2010-2011 (en milliards de dollars)

Mise à jour des projections économiques et financières (octobre 2010)		277,8
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>		
Budget principal des dépenses 2010-2011*	261,6	
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011	1,9	
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2010-2011	3,1	
Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011	0,7	
<i>Total des budgets des dépenses à ce jour</i>		267,3
<i>Rajustements :</i>		
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral**	16,4	
Autres rajustements***	(5,9)	
<i>Total des rajustements</i>		10,5
Total		277,8
Variance		0

* Comprend des montants de 150,3 millions de dollars pour l'Agence du revenu du Canada, de 49,7 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et de 157,9 millions de dollars pour l'Agence des services frontaliers du Canada provenant des affectations de 2009-2010.

** Le budget fédéral et la Mise à jour des projections économiques et financières présentent les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.

*** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Points saillants de ce budget supplémentaire des dépenses

Cette section donne un aperçu des principaux postes (votés et législatifs) présentés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Les principaux postes inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses exigent l'approbation du Parlement :

Postes votés

Fonds pour l'achat du Campus Carling de Nortel, les coûts de l'opération de liquidation et le paiement de l'impôt foncier pour le nouveau quartier général de la Défense nationale – 216,8 millions de dollars

À l'heure actuelle, le ministère de la Défense nationale accueille 17 000 employés dans 48 immeubles dispersés dans la région de la capitale nationale. L'acquisition du Campus Carling (auparavant le complexe Nortel) aura pour effet de regrouper jusqu'à 50 p. 100 des employés de la Défense nationale de la région dans un seul complexe, ce qui donnera lieu à des économies et à une efficacité accrue des opérations ainsi qu'à une réduction substantielle du coût de location des locaux. L'acquisition fait partie de la Stratégie de gestion des locaux pour la région de la capitale nationale

Travaux publics et Services gouvernementaux
216,8 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour couvrir les coûts inhérents au maintien de la production d'isotopes; à la fermeture des installations de production d'isotopes; aux mises à jour opérationnelles et structurelles relatives aux priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement dans les Laboratoires de Chalk River; à la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs et aux projets commerciaux de prolongation de la vie; et à la gestion des pressions opérationnelles

Ces fonds permettront à Énergie atomique du Canada limitée d'assumer les coûts rattachés à la production d'isotopes; réduire progressivement les opérations des installations de production d'isotopes; faire les mises à niveau des infrastructures et des opérations liées aux priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement dans les Laboratoires de Chalk River; mettre au point des technologies pour les nouveaux réacteurs; combler le manque à gagner dans les projets de remise en état des réacteurs; et gérer les tensions sur le plan opérationnel.

**Énergie atomique du
Canada limitée**
175,4 millions de dollars

Fonds pour des prestations aux vétérans et aux personnes à charge et membres de la famille admissibles dans le cadre du programme des indemnités et allocations d'invalidité – 155,6 millions de dollars

La loi relative à la nouvelle Charte des anciens combattants adoptée en 2006 prévoyait le versement d'indemnités et de prestations d'invalidité afin de reconnaître les conséquences non économiques d'une invalidité liée au service et compenser les membres des Forces canadiennes et les vétérans ainsi que, dans certains cas, les conjoints survivants et les enfants à charge admissibles. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour couvrir les paiements découlant de l'arriéré actuel dans les demandes d'indemnisation pour invalidité et les nouvelles demandes reçues.

Anciens Combattants
155,6 millions de dollars

Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts aux étudiants canadiens irrécouvrables – 149,5 millions de dollars

Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, une somme de 149 541 766 \$ est demandée pour la radiation de 61 791 dettes liées aux prêts d'études canadiens. Cette somme couvre une période de trois ans et représente moins de 1 p. 100 du portefeuille total des prêts d'études canadiens. Le Programme canadien de prêts aux étudiants offre un soutien financier aux étudiants dans le besoin pour des études postsecondaires.

**Ressources humaines et
Développement des
compétences**
149,5 millions de dollars

Fonds pour l'introduction d'une carte-médicaments électronique destinée aux membres du Régime de soins de santé de la fonction publique – 63,3 millions de dollars

La carte-médicaments électronique, adoptée en novembre 2010, permet le traitement immédiat des demandes d'indemnisation pour les achats de médicaments sur ordonnance couverts par le Régime des soins de santé de la fonction publique. On s'attend à ce que la réduction de la paperasserie ait pour résultat le paiement plus exhaustif des demandes.

**Secrétariat du Conseil du
Trésor**
63,3 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Mise en œuvre de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique et du Crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable – 63,3 millions de dollars

Ces fonds financeront l'administration de la taxe de vente harmonisée (TVH) et des crédits d'impôt connexes en Ontario et en Colombie-Britannique ainsi que la collecte de la taxe liée aux importations non commerciales qui sont destinées à ces provinces. L'administration du Crédit de taxe pour la vie abordable, annoncée en 2010 dans le cadre de la modification du régime actuelle de la TVH de la Nouvelle-Écosse, sera également financée.

Agence du revenu du Canada

57,8 millions de dollars

Statistique Canada

0,8 million de dollars

Agence canadienne des services frontaliers

4,7 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Mises à jour importantes aux prévisions législatives inscrites au présent budget supplémentaire des dépenses, à titre d'information :

Postes législatifs

Fonds pour stimuler la construction résidentielle grâce au versement de prêts à faible coût aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés – 793,2 millions de dollars (non budgétaire)

Le Programme de prêts pour les infrastructures municipales offre des prêts à faible coût à des municipalités de tout le pays pour des projets d'infrastructure communautaires liés au logement comme des travaux liés aux égouts, aux canalisations d'eau et à la revitalisation de quartiers. Ces prêts réduiront de façon significative les coûts d'emprunt pour les municipalités et ces dernières pourront les utiliser pour financer leur contribution aux programmes d'infrastructure fédéraux à coûts partagés.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

793,2 millions de dollars

Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve – Pour la diminution en paiements de péréquation en raison de l'augmentation des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières extracôtières – 388,8 millions de dollars

Les règlements pris en vertu des dispositions relatives aux paiements de péréquation compensatoires se trouvant dans la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve* permettent le versement d'une compensation à Terre-Neuve-et-Labrador pour les pertes en paiements de péréquation en raison de l'augmentation des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières extracôtières.

Ressources naturelles

388,8 millions de dollars

Augmentation des paiements inhérents au programme Agri-stabilité en raison principalement du fléchissement des prix dans le secteur des céréales et des oléagineux en 2009, et de l'humidité excessive dans les provinces des Prairies en 2010

Le programme Agri-stabilité offre un soutien du revenu lorsque les producteurs agricoles subissent d'importantes pertes de revenus (soit une baisse supérieure à 15 p. 100). Ces fonds seront utilisés pour verser aux producteurs les paiements directs accrus qui correspondent aux pertes de revenus découlant du fléchissement des prix dans le secteur des céréales et des oléagineux en 2009 et de l'humidité excessive dans les provinces des Prairies en 2010. Les fonds offriront un soutien du revenu aux producteurs touchés pour qu'ils stabilisent leurs activités d'entreprise agricole.

Agriculture et Agroalimentaire

315,3 millions de dollars

Augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* en raison de nouvelles prévisions plus élevées à l'égard des prêts faites par le Bureau de l'actuaire en chef ainsi qu'une diminution des remboursements prévus – 311,2 millions de dollars (non budgétaire)

Le Programme canadien de prêts aux étudiants offre un soutien financier aux étudiants dans le besoin pour des études postsecondaires. L'augmentation du financement est fondée sur la demande plus élevée que prévu.

Ressources humaines et Développement des compétences

311,2 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Augmentation des paiements de contribution inhérents au programme Agri-protection en fonction à la fois du maintien de la tendance à la hausse des prix du marché, qui a commencé en 2008, et du taux de participation au programme de plus en plus élevé.

Le programme Agri-protection a pour but de garantir aux producteurs agricoles un accès à des programmes d'assurance pour protéger leurs cultures et contribuer à gérer les risques incontrôlables inhérents au secteur de l'agriculture. L'augmentation des paiements est attribuable au maintien de la tendance à la hausse des prix du marché, qui a commencé en 2008, et au taux de participation plus de plus en plus élevé au programme. Les fonds seront utilisés pour le paiement des assurances aux producteurs participants qui ont subi de mauvaises récoltes.

Agriculture et Agroalimentaire
72,0 millions de dollars

Augmentation des Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité en raison de l'estimation révisée du taux de croissance – 67,4 millions de dollars

Les régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) aident les Canadiens handicapés et leurs familles à épargner pour l'avenir. Afin d'encourager la sécurité financière à long terme des bénéficiaires admissibles, le gouvernement verse des paiements de subvention correspondants aux émetteurs de REEI pour le compte des bénéficiaires. L'augmentation prévue des dépenses découle du taux d'adhésion beaucoup plus élevé que celui qui avait été estimé lorsque le programme a été mis sur pied en 2008.

Ressources humaines et Développement des compétences
67,4 millions de dollars

Augmentation des paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison des changements apportés à la situation économique générale depuis août 2009

Le gouvernement du Canada verse des paiements aux fiduciaires des régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires en vue d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants. La hausse anticipée des dépenses liées à la Subvention canadienne pour l'épargne-études est attribuable aux contributions plus élevées que prévu aux REEE.

Ressources humaines et développement des compétences
60,0 millions de dollars

Réduction du Programme de base de l'infrastructure des provinces et des territoires afin de tenir compte des nouveaux besoins en matière de trésorerie inhérents aux ententes conclues avec les provinces et les territoires – (62,7 millions de dollars)

Le budget fédéral de 2009 a permis l'accélération du financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires pour les gouvernements en mesure d'accélérer leurs dépenses en infrastructure en 2009-2010 et en 2010-2011. Des réductions ont été apportées au financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires en 2011 pour tenir compte des nouveaux besoins en matière de trésorerie inhérents aux ententes conclues avec les provinces et les territoires.

Bureau de l'infrastructure du Canada
(62,7 millions de dollars)

Réduction du Fonds pour l'infrastructure verte dans le but d'ajuster le flux de trésorerie annuel en fonction des dépenses prévues pour les projets approuvés – (70,1 millions de dollars)

Dans le budget fédéral de 2009, le financement pour le Fonds pour l'infrastructure verte du Bureau de l'infrastructure du Canada était également réparti sur toute la durée du programme (200,0 millions de dollars par année sur cinq ans). En 2010-2011, des réductions ont été apportées au Fonds pour l'infrastructure verte pour tenir compte des retards dans l'approbation et la mise en route des projets, ce qui a permis au ministère d'aligner, dans les prochaines années, le financement du programme avec les dépenses projetées pour les projets approuvés.

Bureau de l'infrastructure du Canada
(70,1 millions de dollars)

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Nouvelles prévisions relatives au service de la dette publique attribuables aux taux d'intérêts moindres annoncées dans la Mise à jour des projections économiques et financières de 2010 – (125,0 millions de dollars)

Les frais de la dette publique sont revus à la baisse, passant de 28 432 millions à 28 307 millions de dollars, ce qui rend compte des nouvelles prévisions annoncées dans la Mise à jour des projections économiques et financières. La baisse de 125,0 millions de dollars est attribuable à la révision à la baisse des projections relatives au taux d'intérêts.

Finances
(125,0 millions de dollars)

Diminution des versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen – (211,0 millions de dollars)

Le Supplément de revenu garanti est une prestation mensuelle offerte aux personnes âgées à revenu modeste qui sont prestataires du Programme de la sécurité de la vieillesse. La réduction de 211,0 millions de dollars est attribuable à deux facteurs conjugués : une baisse du nombre estimé de prestataires, qui passera de 1 684 943 à 1 632 480; et une hausse du taux mensuel moyen de 408,37 \$ à 410,72 \$.

Ressources humaines et Développement des compétences
(211,0 millions de dollars)

Modification de l'estimation initiale des versements aux provinces en vertu de la Loi sur les droits d'exportation de produits du bois d'œuvre en raison des variations des prix et des volumes dans le marché du bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis – (279,0 millions de dollars)

L'Agence du revenu du Canada a le pouvoir légal de prélever des droits calculés selon une formule sur les produits de bois d'œuvre résineux exporté aux États-Unis et de rembourser l'ensemble des frais administratifs et juridiques des provinces touchées. Cette nouvelle prévision découle d'un changement des conditions dans le marché canado-américain du bois d'œuvre.

Agence du revenu du Canada
(279,0 millions de dollars)

Diminution des versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction de prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen – (356,0 millions de dollars)

La sécurité de la vieillesse est une prestation mensuelle à laquelle ont accès les résidents du Canada de 65 ans ou plus qui respectent les conditions de résidence. La diminution de 356,0 millions de dollars est attribuable à trois facteurs conjugués : une baisse du nombre estimé de prestataires, qui passera de 4 789 402 à 4 783 374, une réduction du taux mensuel prévu pour les pensions de la sécurité de la vieillesse, qui ira de 504,24 \$ à 500,12 \$ et une hausse de 85,0 millions de dollars dans les remboursements projetés des prestations de la sécurité de la vieillesse.

Ressources humaines et Développement des compétences
(356,0 millions de dollars)

Modifications apportées à la structure gouvernementale et nouvelles autorisations demandées

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Structure

- Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – En vertu du décret C.P. 2010-1083, le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, est intégré au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de faciliter les activités de l'Accord, à compter du 27 août 2010.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Les organisations suivantes demandent des modifications aux nouveaux crédits votés :

- Citoyenneté et Immigration (crédit 7c);
- Conseil du Trésor (15c);
- Ressources humaines et Développement des compétences (crédit 7c);
- Travaux publics et Services gouvernementaux (crédits 8c et 9c).

Nouveaux crédits

Les organisations suivantes demandent des modifications au libellé des crédits votés :

- Ressources humaines et Développement des compétences (crédit 1c).

Modifications au libellé des crédits

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses à titre d'information :

- Ressources humaines et Développement des compétences – Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada;
- Ressources naturelles – Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve;
- Société canadienne d'hypothèques et de logement – Prêt à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés.

Nouvelles autorisations législatives

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011
Annexes proposées au projet de loi de crédits
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses
par article courant de dépense
Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
Postes horizontaux inclus dans le présent budget
supplémentaire des dépenses
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget
supplémentaire des dépenses
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des
dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires et non budgétaires incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations précédentes » précisent les budgets des dépenses à ce jour, ce qui comprend le budget principal, le budget supplémentaire (A) et le budget supplémentaire (B). La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. Des renseignements au sujet des crédits centraux du Conseil du Trésor se retrouvent sous le tableau intitulé « Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor ». Les colonnes sous « Total des autorisations à ce jour » représentent le total des budgets des dépenses totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (C). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter et Autorisations législatives.

Les deux dernières colonnes « Total – Budgets des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2010-2011.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros, des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2011 et l'annexe 2, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2012.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement. Par conséquent, ils ne sont pas compris dans la présente annexe.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) Crédits pour dépenses du Programme – Ce crédit est utilisé lorsqu’il n’est pas nécessaire d’indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n’atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.
- b) Crédits pour dépenses de fonctionnement – On se sert de ce crédit lorsqu’il est nécessaire d’avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c’est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l’une ou l’autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) Crédits pour dépenses en capital – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d’un programme s’élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l’acquisition de terrains, de bâtiments et d’ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l’acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu’une organisation compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d’experts ou achète d’autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) Crédits pour subventions et contributions – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des dépenses en subventions et en contributions s’élève à 5 millions de dollars ou plus. L’inscription au budget supplémentaire des dépenses d’un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n’entraîne aucune obligation d’effectuer un paiement et n’accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu’il s’agit de deux types de paiements semblables.
- e) Crédits non budgétaires – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l’autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d’État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d’autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) Crédits spéciaux : Déficit des sociétés d’État et personnes juridiques distinctes – Quand il est nécessaire d’affecter des fonds pour un paiement à une société d’État ou pour couvrir les dépenses d’une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l’administration qui exerce ses activités en vertu d’une loi du Parlement et qui relève directement d’un ministre.
- g) Crédits du Conseil du Trésor gérés par l’administration centrale – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d’assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l’administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d’un certain nombre d’autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - i. Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d’autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n’ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l’augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d’augmenter d’autres crédits est accordée jusqu’à l’obtention de l’approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s’inscrivent dans le cadre du mandat de l’organisation.
 - ii. Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d’initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - iii. Crédit pour rajustements à la rémunération – Ce crédit sert à augmenter d’autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu’aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d’État conformément à l’article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - iv. Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations à l’égard de programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou autres, ou applicables à l’administration de ces programmes

ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

- v. Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
- vi. Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux principaux postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, toutes les organisations, y compris celles qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel

10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de cette section.

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses, urgentes et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période d'octroi de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période d'octroi de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustement à la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report du budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d'employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères, les organismes et les sociétés d'État peuvent obtenir ce

crédit tout au long de l'exercice. Les ministères, les organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d'un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

1. transférer des fonds d'un crédit à un autre;
2. radier des dettes;
3. modifier une garantie de prêt;
4. autoriser une subvention;
5. modifier des lois de crédits antérieures.

Explication des articles courants de dépenses

1. Personnel

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. Transports et communications

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, courrier recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que la location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De

plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.

- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.
- Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

6. Achat de services de réparation et d'entretien

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. Services publics, fournitures et approvisionnements

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.
- Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. Acquisition de machines et de matériel

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que

tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. Paiements de transfert

- Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :
 - Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
 - Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
 - Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
 - Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
 - Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
 - Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
 - Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.
- La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

11. Service de la dette publique

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».
- Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	2 962 072 234	(965 500 000)	16 442 418	2 978 514 652	(965 500 000)
Agence canadienne de développement international.....	3 524 071 082	36 846 613	2 869 991	3 526 941 073	36 846 613
Centre de recherches pour le développement international	195 088 432	.....	.....	195 088 432	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	567 569	.....	.....	567 569	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	8 255 602 688	77 803 000	7 357 827	8 262 960 515	77 803 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	536 289 711	.....	631 961	536 921 672	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère	414 592 339	.....	1 163 531	415 755 870	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 621 984 553	.....	77 560 678	4 699 545 231	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	3 301 447 426	.....	12 465 692	3 313 913 118	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	717 789 629	.....	12 235 777	730 025 406	.....
ANCIENS COMBATTANTS					
Anciens Combattants	3 421 828 460	.....	7 766 303	3 429 594 763	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère	1 614 656 723	1	7 481 901	1 622 138 624	1
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	128 653 042	.....	1 691 709	130 344 751	.....
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat	4 128 910 920	.....	(483 614 440)	3 645 296 480	.....
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère	164 701 120	.....	1 821 560	166 522 680	.....
Directeur général des élections.....	123 190 564	.....	480 798	123 671 362	.....
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	22 611 555 277	.....	32 740 612	22 644 295 889	.....
ENVIRONNEMENT					
Ministère	1 127 108 335	.....	13 485 046	1 140 593 381	.....
Agence Parcs Canada.....	919 397 113	.....	5 736 917	925 134 030	.....
FINANCES					
Ministère	84 760 125 644	285 720 002	1 405 550	84 761 531 194	285 720 002
INDUSTRIE					
Ministère	2 628 616 894	800 000	8 656 585	2 637 273 479	800 000
Agence spatiale canadienne	404 026 339	.....	912 123	404 938 462	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	594 208 017	.....	.....	594 208 017	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	881 137 581	.....	11 716 247	892 853 828	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 061 559 664	.....	395 124	1 061 954 788	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	688 377 938	.....	667 430	689 045 368	.....
Statistique Canada.....	585 972 732	.....	9 192 004	595 164 736	.....
JUSTICE					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	36 329 173	.....	540 894	36 870 067	.....
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère	1 332 832 023	.....	3 497 256	1 336 329 279	.....
Conseil des Arts du Canada	181 823 785	.....	.....	181 823 785	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	31 397 908	.....	171 677	31 569 585	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....	2 039 883 096	.....	19 383 961	2 059 267 057	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère	47 422 850 612	765 110 776	9 797 043	47 432 647 655	765 110 776
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	3 131 341 000	(2 504 996 000)	.....	3 131 341 000	(2 504 996 000)

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	<i>Transferts</i>	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		<i>Total</i>	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
		<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(4 190 967)	2	.....	.....	.....	(4 190 965)	2 974 323 687	(965 500 000)
7 922 139	29 457 100	.....	.....	.....	37 379 239	3 564 320 312	36 846 613
1 550 000	829 200	.....	.....	.....	2 379 200	197 467 632	.....
(11 172)	.....	.....	.....	.....	(11 172)	556 397	.....
164 691	4	.....	.....	.....	164 695	8 263 125 210	77 803 000
(10 000)	.....	.....	.....	.....	(10 000)	536 911 672	.....
672 315	1	.....	.....	.....	672 316	416 428 186	.....
.....	57 506 550	(279 000 000)	.....	.....	(221 493 450)	4 478 051 781	.....
(6 149 743)	1	391 807 677	.....	.....	385 657 935	3 699 571 053	.....
6 149 743	2	.....	.....	.....	6 149 745	736 175 151	.....
.....	189 857 717	.....	.....	.....	189 857 717	3 619 452 480	.....
(50 000)	4 420 106	.....	.....	.....	4 370 106	1 626 508 730	1
.....	908 245	.....	.....	.....	908 245	131 252 996	.....
74 805	82 385 679	.....	.....	.....	82 460 484	3 727 756 964	.....
.....	1 925 476	.....	.....	.....	1 925 476	168 448 156	.....
.....	.....	15 000 000	.....	.....	15 000 000	138 671 362	.....
(294 493)	2	.....	.....	.....	(294 491)	22 644 001 398	.....
(4 697 522)	.....	.....	.....	.....	(4 697 522)	1 135 895 859	.....
500 000	2	.....	.....	.....	500 002	925 634 032	.....
.....	.....	(144 788 000)	.....	.....	(144 788 000)	84 616 743 194	285 720 002
(780 125)	1	.....	.....	.....	(780 124)	2 636 493 355	800 000
.....	1	.....	.....	.....	1	404 938 463	.....
(1 134 680)	1	.....	.....	.....	(1 134 679)	593 073 338	.....
2 485 500	3	.....	.....	.....	2 485 503	895 339 331	.....
(500 000)	17 078 500	.....	.....	.....	16 578 500	1 078 533 288	.....
(350 000)	2 046 625	.....	.....	.....	1 696 625	690 741 993	.....
.....	4 227 080	.....	.....	.....	4 227 080	599 391 816	.....
.....	355 445	.....	.....	.....	355 445	37 225 512	.....
70 000	2	.....	.....	.....	70 002	1 336 399 281	.....
(20 000)	.....	.....	.....	.....	(20 000)	181 803 785	.....
35 000	1	.....	.....	.....	35 001	31 604 586	.....
35 000	3	.....	.....	.....	35 003	2 059 302 060	.....
604 515	88 594 309	(460 335 044)	.....	311 202 299	(59 933 921)	47 061 511 435	1 076 313 075
.....	.....	1 800 000	.....	793 200 000	795 000 000	3 133 141 000	(1 711 796 000)

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisations précédentes*		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	4 530 557 554	.....	8 907 766	4 539 465 320	.....
Énergie atomique du Canada limitée	696 452 000	.....	.....	696 452 000	.....
Office national de l'énergie	63 135 128	.....	.....	63 135 128	.....
SANTÉ					
Ministère	3 731 614 925	.....	24 393 976	3 756 008 901	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	1 014 673 758	.....	1 150 095	1 015 823 853	.....
Agence de la santé publique du Canada	702 183 788	.....	6 052 974	708 236 762	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère	682 106 489	.....	1 954 417	684 060 906	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 830 324 042	.....	17 203 224	1 847 527 266	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	531 797 478	.....	.....	531 797 478	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	3 289 120 374	.....	43 534 217	3 332 654 591	.....
TRANSPORTS					
Ministère	1 925 775 247	.....	19 543 462	1 945 318 709	.....
Marine Atlantique S.C.C.	219 647 001	.....	.....	219 647 001	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	9 510 297 389	.....	534 665	9 510 832 054	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	3 108 889 616	.....	15 582 034	3 124 471 650	.....
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses	9 901 634 704	.....	76 488 995	9 978 123 699	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	20 295 163 112	.....	.....	20 295 163 112	.....
Total des budgets des dépenses.....	266 583 362 228	(2 304 215 608)	.....	266 583 362 228	(2 304 215 608)

Nota :

Les autorisations précédentes comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2009-2010 et qui seront dépensés en 2010-2011.

La colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » n'inclue pas les affectations du crédit 15 (Conseil du Trésor) inscrites aux pages 62 à 65 parce qu'elles seront attribuées une fois que la sanction royale à l'octroi des crédits aura été reçue pour le présent budget supplémentaire des dépenses.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011

Budgets des dépenses précédents :	
Budget principal des dépenses .....	.....
Budget supplémentaire des dépenses (A).....	.....
Budget supplémentaire des dépenses (B).....	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses .....	.....
Total des budgets des dépenses à ce jour .....	.....

Nota : Les autorisations précédentes comprennent les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2009-2010 et qui seront dépensés en 2010-2011.

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
720 000	2	388 753 000	.....	.....	389 473 002	4 928 938 322	.....
.....	175 400 000	.....	.....	.....	175 400 000	871 852 000	.....
1 000 000	1	.....	.....	.....	1 000 001	64 135 129	.....
(817 506)	3	.....	.....	.....	(817 503)	3 755 191 398	.....
1 310 000	9 360 000	.....	.....	.....	10 670 000	1 026 493 853	.....
(1 926 700)	.....	.....	.....	.....	(1 926 700)	706 310 062	.....
(4 720 000)	1	.....	.....	.....	(4 719 999)	679 340 907	.....
25 000	21 653 325	.....	.....	.....	21 678 325	1 869 205 591	.....
.....	2 076 250	.....	.....	.....	2 076 250	533 873 728	.....
7 568 000	21 877 342	.....	.....	.....	29 445 342	3 362 099 933	.....
(2 562 800)	.....	1 400 000	.....	.....	(1 162 800)	1 944 155 909	.....
.....	4 390 000	.....	.....	.....	4 390 000	224 037 001	.....
.....	1	(132 769 555)	.....	.....	(132 769 554)	9 378 062 500	.....
(2 671 000)	205 356 368	.....	.....	.....	202 685 368	3 327 157 018	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 978 123 699	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	20 295 163 112	.....
.....	919 705 351	(218 131 922)	.....	1 104 402 299	1 805 975 728	267 284 935 657	(1 199 813 309)

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
96 609 739 391	164 983 043 303	261 592 782 694	78 603 002	(2 291 885 223)	(2 213 282 221)	259 379 500 361
3 312 036 414	(1 465 729 500)	1 846 306 914	.....	718 500 000	718 500 000	2 564 806 914
4 359 682 107	(1 215 409 487)	3 144 272 620	3	(809 433 390)	(809 433 387)	2 334 839 233
104 281 457 912	162 301 904 316	266 583 362 228	78 603 005	(2 382 818 613)	(2 304 215 608)	264 279 146 620
919 705 351	(218 131 922)	701 573 429	.....	1 104 402 299	1 104 402 299	1 805 975 728
105 201 163 263	162 083 772 394	267 284 935 657	78 603 005	(1 278 416 314)	(1 199 813 309)	266 085 122 348

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p style="text-align: center;">AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 435 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 14 884 915 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 277 861 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 11 172 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> ...</p>	1	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10c	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2009 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	2
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25c	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 542 900 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 4 000 000 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 457 100
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
35c	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 25 (Santé), de 462 963 \$ du crédit 80 (Industrie), de 324 074 \$ du crédit 95 (Industrie), de 37 037 \$ du crédit 75 (Industrie) et de 25 926 \$ du crédit 90 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		829 200

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>c)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 536 051 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
5c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses en capital et : <i>a)</i> dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 765 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
10c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 679 876 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 705 806 \$ du crédit 10 (Santé) et de 20 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
15c	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis à destination du Nord – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 820 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			4

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
5c	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>		1
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
10c	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 091 928 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
35c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 057 815 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			2
	ANCIENS COMBATTANTS		
1c	Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	19 787 717	
5c	Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	170 070 000	
			189 857 717

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
5c	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 256 133 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 947 617	
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 1 908 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 472 703 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 214 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	472 489	
			4 420 106
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ		
10c	Commission de l'immigration et du statut de réfugié – Dépenses du Programme .....	.....	908 245
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
1c	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 74 805 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	8 295 109	
15c	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	10 790 570	
20c	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	63 300 000	
			82 385 679

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1c	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1 925 476
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1c	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 408 434 518 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 238 213 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 482 800 \$ du crédit 1 (Transports) et de 327 685 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 60 830 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
5c	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 136 692 \$ du crédit 5 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			2

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
5c	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 309 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 505 255 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>		1
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35c	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 668 667 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>		1
	AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
50c	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 320 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60c	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 \$ du crédit 50 (Industrie), de 250 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) et de 181 300 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
65c	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 168 700 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 45 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> ..	1	
70c	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 580 000 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 1 200 000 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			3
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
80c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....		17 078 500
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95c	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....		2 046 625

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	STATISTIQUE CANADA		
105c	Statistique Canada – Dépenses du Programme, contributions et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....		4 227 080
	JUSTICE		
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
40c	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....		355 445
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1c	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
5c	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			2

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
95c	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 25 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>		1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1c	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> ...		
5c	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
10c	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 388 675 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			3

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1c	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire; <i>b)</i> en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public; (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail; (iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral; (iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 <i>b)</i> de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; (v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; <i>c)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	2 052 148	
5c	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 551 115 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 26 700 \$ du crédit 10 (Santé) et de 26 700 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 61 791 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 149 541 766 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants – Pour autoriser le virement au présent crédit de 62 999 606 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits no 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	86 542 160	
			88 594 309

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1c	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
5c	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 70 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			2
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		175 400 000
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25c	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1c	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 357 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
5c	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
10c	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			3
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
25c	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 1 800 000 \$ du crédit 50 (Santé) et de 10 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		9 360 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1c	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 280 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>		1
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20c	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement		2 076 250

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50c	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 2 671 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	19 984 342	
55c	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 147 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 893 000	
			21 877 342
	TRANSPORTS		
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
40c	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : <i>a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;</i> <i>b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....</i>	.....	4 390 000
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
55c	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 500 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .....	.....	1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
5c	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 397 751 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	205 356 366	
8c	Fonds renouvelable des Services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en diminuant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} juillet 2011.....	1	
9c	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction - En vertu de l'article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour augmenter de 10 000 000 \$ à 20 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds, établi aux termes du crédit 23d, <i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i> , peut excéder les recettes.....	1	
			205 356 368
			840 545 474

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1c	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	54 159 034	
5c	Agence du revenu du Canada – Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 347 516	
			57 506 550
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25c	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
30c	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 139 479 \$ du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1	
			2
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10c	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	21 121 925	
15c	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	531 400	
			21 653 325
			79 159 877

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	(279 000 000)
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité	19 907 484
Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.	4 534 193
Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité	295 366 000
Paiements de contributions pour le programme Agri-protection.	72 000 000
CONSEIL PRIVÉ	
Directeur général des élections	
Dépenses d'élections	15 000 000
FINANCES	
Ministère	
Frais d'intérêt et autres coûts	(125 000 000)
Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	(34 905 000)
Achat de la monnaie canadienne	(25 000 000)
Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	149 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	7 612 000
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	32 356 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch.O-9)	(356 000 000)
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch.O-9)	(211 000 000)
Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	60 000 000
Versement d'allocations (L.R.C. (1985), ch.O-9)	(36 000 000)
Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	21 217 990
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(22 395 788)
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	3 000 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(8 351 888)
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	67 400 000
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	32 800 000
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(13 012 701)
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	7 343
Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada	2 000 000
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non-budgétaire)	311 202 299
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Logements des Premières nations	1 800 000
Prêt à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés (non-budgétaire)	793 200 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	388 753 000
TRANSPORTS	
Ministère	
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)	1 400 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	(62 652 000)
Fonds pour l'infrastructure verte	(70 117 555)
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>886 270 377</i>
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS	
Total	886 270 377

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1c	8 364	8 364	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	4 000	4 000	.....
Agence canadienne de développement international.....	20c	.....	.....	.....
	25c	46 800	17 343	29 457
Centre de recherches pour le développement international.....	35c	829	.....	829
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne.....	45c	.....	.....	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1c	11 048	11 048	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	39 908	39 908	.....
	15c	.....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
	1c	.....	.....	.....
	5c	1 800	1 800	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	5c	.....	.....	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
	1c	54 441	282	54 159
	5c	3 348	.....	3 348
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1c	6 666	6 666	.....
	10c	673	673	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30c	.....	.....	.....
	35c	.....	.....	.....
ANCIENS COMBATTANTS				
Anciens Combattants.....	1c	22 070	2 282	19 788
	5c	170 070	.....	170 070
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
	5c	5 245	1 297	3 948
	7c	472	472	472
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	10c	908	.....	908
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1c	8 295	.....	8 295
	15c	10 791	.....	10 791
	20c	63 300	.....	63 300
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1c	2 406	480	1 926
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1c	422	422	.....
	5c	.....	.....	.....
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	500	500	.....
Agence Parcs Canada.....	25c	.....	.....	.....
	30c	.....	.....	.....

* Voir la note à la page 52.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
INDUSTRIE				
Ministère.....	1c	18	18	.....
	5c	505	505	.....
	10c	4 106	4 106	.....
Agence spatiale canadienne.....	25c	.....	.....	.....
	30c	.....	.....	.....
	35c	367	367	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	50c	.....	.....	.....
	55c	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	60c	.....	.....	.....
	65c	.....	.....	.....
	70c	410	410	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	75c	.....	.....	.....
	80c	17 407	329	17 078
Conseil de recherches en sciences humaines.....	90c	.....	.....	.....
	95c	2 647	600	2 047
Statistique Canada.....	105c	4 227	.....	4 227
JUSTICE				
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	40c	400	45	355
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1c	33	33	.....
	5c	.....	.....	.....
Conseil des Arts du Canada.....	10c	.....	.....	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	95c	.....	.....	.....
PÊCHES ET OCÉANS				
	1c	191	191	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	.....	.....	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1c	2 052	.....	2 052
	5c	14 750	14 750	.....
	7c	149 542	63 000	86 542
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	15c	.....	.....	.....
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
	5c	.....	.....	.....
Énergie atomique du Canada limitée.....	15c	175 400	.....	175 400
Office national de l'énergie.....	25c	.....	.....	.....
SANTÉ				
Ministère.....	1c	22	22	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	.....	.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada.....	25c	9 760	400	9 360
Agence de la santé publique du Canada.....	50c	.....	.....	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
	5c	.....	.....	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	10c	30 890	9 768	21 122
	15c	531	.....	531
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20c	2 076	.....	2 076
Gendarmerie royale du Canada.....	50c	21 370	1 386	19 984
	55c	1 893	.....	1 893

* Voir la note à la page 52.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
TRANSPORTS				
Ministère.....	1c	4 400	4 400	.....
	5c	979	979	.....
	10c	17 100	17 100	.....
Marine Atlantique S.C.C.....	40c	4 390	.....	4 390
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	55c	.....	.....	.....
	60c	.....	.....	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....				
	1c	25 572	25 572	.....
	5c	235 839	30 483	205 356
	8c	.....	.....	.....
	9c	.....	.....	.....
Total pour tous les ministères, organismes et société d'État.....		1 189 233	269 529	919 704

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	6 846	6 249	1 176	7 064	4 112
Agence canadienne de développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	(423)	15	6	355	23
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	3 640	405	158	2 829	87
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	.....	.....	.....	(10)	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Agence du revenu du Canada					
Ministère	37 005	7 000	.....	(9 600)	13 084
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	789	(39)	(5)	(127)	(6)
Agence canadienne d'inspection des aliments	.....	274	.....	806	.....
Anciens Combattants					
Anciens Combattants	1 467	35	.....	6 460	5
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	384	146	.....	243	120
Conseil du Trésor					
Secrétariat	76 332	316	114	5 639	45
Conseil privé					
Ministère	1 155	401	5	817	8
Directeur général des élections	7 502	589	422	309	1 647
Défense nationale					
Ministère	180	242	.....	(128)	.....
Environnement					
Ministère	.....	.....	.....	(61)	.....
Agence Parcs Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Finances					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1 136	2 605	(9 435)	.....	(11 585)	.....	5	12 364	(4 191)
.....	.....	.....	.....	54 722	.....	.....	17 343	37 379
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 379	.....	2 379
106	(5)	.....	(83)	.....	.....	(5)	.....	(11)
46	63	.....	(4 036)	44 109	.....	3 820	50 956	165
.....	.....	.....	.....	1 800	.....	.....	1 800	(10)
.....	.....	.....	.....	672	.....	.....	.....	672
4 000	1 300	.....	5 000	(279 000)	.....	.....	282	(221 493)
(28)	(52)	.....	.....	392 481	.....	(16)	7 339	385 658
2	10	.....	5 058	.....	.....	.....	.....	6 150
3	2 800	.....	.....	170 070	.....	11 300	2 282	189 858
.....	.....	.....	.....	5 195	.....	472	1 297	4 370
.....	1	.....	14	.....	.....	.....	.....	908
.....	14	.....	.....	.....	.....	.....	.....	82 460
5	2	.....	13	.....	.....	.....	480	1 926
640	(116)	603	2 753	619	.....	32	.....	15 000
.....	.....	.....	(166)	.....	.....	.....	422	(294)
.....	.....	.....	(137)	(4 500)	.....	.....	.....	(4 698)
.....	.....	.....	.....	500	.....	.....	.....	500
.....	(25 000)	.....	.....	5 212	(125 000)	.....	.....	(144 788)

* Voir la note à la page 59.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Industrie					
Ministère	80	(125)	.....	(712)	.....
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	(4 669)	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada	.....	70	11	123	11
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	.....	.....	.....	(37)	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	.....	.....	(26)	.....
Statistique Canada	3 233	110	2	401	.....
Justice					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	.....	.....	.....	400	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	.....	7	10	27	1
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	.....	.....	35	.....	.....
Pêches et Océans					
	.....	55	.....	(218)	.....
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	758	67	9 142	905	69
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Ressources naturelles					
Ministère	.....	.....	.....	650	.....
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Office national de l'énergie	.....	375	150	425	50
Santé					
Ministère	.....	3	1	8	1
Instituts de recherche en santé du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	180	93	.....	7	.....
Agence des services frontaliers du Canada	4 398	4 550	123	16 799	344
Service canadien du renseignement de sécurité	.....	.....	.....	.....	.....
Gendarmerie royale du Canada	5 952	5 060	135	7 464	1 812

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
(285)	.....	.....	1 365	3 526	.....	.....	4 629	(780)
.....	.....	.....	.....	5 036	.....	.....	367	.....
.....	.....	.....	.....	(1 200)	.....	65	.....	(1 135)
41	196	.....	214	2 190	.....	40	410	2 486
.....	.....	.....	.....	16 945	.....	.....	329	16 579
.....	.....	.....	.....	2 323	.....	.....	600	1 697
155	216	.....	110	.....	.....	.....	.....	4 227
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	45	355
2	3	.....	3	50	.....	.....	33	70
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(20)	.....	(20)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	35
(3 000)	.....	3 000	.....	389	.....	.....	191	35
.....	179	.....	.....	(454 088)	.....	149 582	77 750	(371 136)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 800	.....	1 800
.....	.....	.....	70	388 753	.....	.....	.....	389 473
.....	.....	.....	.....	.....	.....	175 400	.....	175 400
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 000
2	4	6	34	(855)	.....	.....	22	(818)
.....	.....	.....	.....	11 070	.....	.....	400	10 670
.....	.....	.....	.....	(1 927)	.....	.....	.....	(1 927)
.....	.....	.....	.....	(5 000)	.....	.....	.....	(4 720)
1 254	1 353	.....	2 453	.....	.....	172	9 768	21 768
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 076	.....	2 076
2 195	2 655	.....	3 647	.....	.....	1 911	1 386	29 445

* Voir la note à la page 59.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Transports					
Ministère	.....	.....	.....	631	.....
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	.....	.....	2 500	5 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	.....	119	28	14 150	1 547
Total pour tous les ministères, organismes et sociétés d'États	149 478	26 017	11 513	53 424	27 960
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses 2010-2011	149 478	26 017	11 513	53 424	27 960

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
3 769	.....	979	.....	17 100	.....	(1 163)	22 479	(1 163)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 390	.....	4 390
.....	.....	.....	.....	(140 270)	.....	.....	.....	(132 770)
16 115	355	221 585	1 729	.....	.....	3 112	56 055	202 685
26 158	(13 417)	216 738	18 041	224 337	(125 000)	355 352	269 029	701 572
.....
26 158	(13 417)	216 738	18 041	224 337	(125 000)	355 352	269 029	701 572

*Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas au « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » parce qu'ils ont été arrondis.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

546 100 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation pour suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisation (dollars)	Affectations (dollars)
Anciens Combattants – Ministère	11 300 000	.....
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour des fonds pour paiements à titre gracieux aux personnes admissibles pour respecter les engagements du gouvernement en ce qui concerne les essais de l'agent Orange à la BFC Gagetown en 1966 et 1967. L'accès au crédit pour éventualités du CT est demandé afin de pouvoir couvrir les paiements antérieurs et d'effectuer les paiements additionnels en temps opportun.		
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordé afin d'assurer la prestation d'avantages et des services aux personnes admissibles au titre du Programme d'indemnités d'invalidité, du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, des allocations pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire et de services de soutien inhérents à la nouvelle Charte des anciens combattants. Les avantages et les services en question doivent être offerts en temps opportun aux personnes admissibles, conformément aux autorisations législatives et réglementaires.	179 000 000	55 698 000
Justice – Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	400 000	.....
L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour des fonds en vue d'obtenir des services spécialisés en matière de contentieux et d'enquête.		
Les fonds additionnels permettront de prendre en charge l'augmentation de la charge de travail inhérente aux procédures judiciaires et aux dossiers complexes faisant actuellement l'objet d'une enquête.		

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Autorisation (dollars)	Affectations (dollars)
<p>Ressources naturelles – Énergie atomique Canada limitée (EACL)</p> <p>L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour des fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement comme assurer la production continue d'isotopes, les projets de mise à niveau en santé et sécurité, la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits, les manques à gagner des projets de remise en état et les coûts uniques liées à la réduction de l'effectif</p> <p>Énergie atomique Canada limitée est une société d'État à vocation commerciale dont le mandat consiste à gérer la vente et les services des réacteurs nucléaires commerciaux, l'entretien des laboratoires nucléaires, les activités de recherche et de développement dans le secteur nucléaire, la production d'isotopes médicaux, les déchets radioactifs et le déclassement des centrales nucléaires. Puisque le crédit actuel D'EACL sera épuisé avant que le budget supplémentaire des dépenses ait reçu la sanction royale, l'accès au crédit 5 est requis afin de permettre à EACL de s'acquitter de toutes ses obligations juridiques et contractuelles.</p>	175 400 000	.....
<p>Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada</p> <p>L'autorisation d'accéder au crédit 5 du CT a été accordée pour des fonds visant à couvrir un manque à gagner lié aux dépenses de fonctionnement. Traditionnellement, le crédit de fonctionnement du Bureau de l'infrastructure du Canada est insuffisant et l'organisme doit, chaque année, financer ses activités au moyen de transferts de crédits approuvés par le Parlement provenant de son fonds pour contributions.</p>	5 000 000	.....
<p>Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère</p> <p>Autorisation pour accéder crédit 5 du CT a été accordé pour l'achat du Campus de Nortel, les coûts de l'opération de liquidation et le paiement de l'impôt foncier pour le nouveau quartier général de la Défense nationale.</p> <p>L'approbation du Conseil du Trésor et l'élaboration rapide des conditions relatives à l'achat du Campus ont donné lieu à l'obligation contractuelle de conclure l'achat avant la période d'octroi des crédits du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011.</p> <p>La présente affectation du crédit 5 du CT répondra aux besoins de trésorerie inhérents à l'achat, ainsi qu'aux besoins en matière de fonds permanents pour dépenses en capital.</p>	175 000 000	.....
Total	546 100 000	22 005 000

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères, organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Crédit 15 – Rajustements à la rémunération

10 790 570

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements intervenant dans les conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères, organismes et société d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Les affectations permanentes du crédit 15 du Conseil du Trésor seront remises aux organisations une fois que les crédits du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2010-2011 auront été octroyés.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	24 811
Agence canadienne de développement international	20	13 731
Commission mixte internationale	40	933
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	28 616
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	5 821
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	7 197
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	69 911
Commission canadienne du lait	25	3 625
Anciens Combattants	1	33 455

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	17 906
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	10	2 088
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	60 688
École de la fonction publique du Canada	35	3 955
Commissariat au lobbying	40	933
Conseil privé		
Ministère	1	7 197
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	2 088
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	2 088
Directeur général des élections	15	7 197
Défense nationale		
Ministère	1	2 803 528
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	2 088
Diversification de l'économie de l'Ouest	1	10 336
Environnement		
Ministère	1	31 146
Finances		
Ministère	1	20 250
Gouverneur général	1	2 088
Industrie		
Ministère	1	278 581
Agence spatiale canadienne	25	5 109
Conseil national de recherches du Canada	60	11 152
Statistique Canada	105	8 130

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Justice		
Ministère	1	174 437
Commission canadienne des droits de la personne	10	3 021
Commissaire à la magistrature fédérale	20	2 088
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	4 176
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	2 088
Cour suprême du Canada	50	2 088
Patrimoine canadien		
Ministère	1	10 930
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	2 088
Bibliothèque et Archives du Canada	55	224 088
Commission de la fonction publique	105	5 821
Pêches et Océans	1	4 496 294
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	25 573
Ressources naturelles		
Ministère	1	20 029
Santé		
Ministère	1	53 753
Agence de la santé publique du Canada	40	5 821
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	6 976
Agence des services frontaliers du Canada	10	23 544
Service canadien du renseignement de sécurité	20	2 024 400
Service correctionnel du Canada	30	32 925
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	3 021
Gendarmerie royale du Canada	50	51 455

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Transports		
Ministère	1	45 623
Office des transports du Canada	30	1 867
Bureau de l'infrastructure du Canada	55	2 088
Travaux publics et des Services gouvernementaux	1	101 728
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>10 790 570</i>

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 25 du Conseil du Trésor.

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération

351 312 348 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès à ce crédit tout au long de l'exercice.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	12 460 226
Agence canadienne de développement international	20	2 802 916
Commission mixte internationale	40	4 698
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	6 872 943
Bureau l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	20	160 690
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	627 956

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	1 153 978
Agence du revenu du Canada	1	43 767 546
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	8 629 383
Commission canadienne du lait	25	87 029
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	9 689 456
Commission canadienne des grains	40	169 108
Anciens Combattants		
Ministère	1	4 715 481
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10	80 244
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	5 561 248
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	10	655 583
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	4 780 695
École de la fonction publique du Canada	35	1 081 309
Commissariat au lobbying	40	16 203
Commissariat à l'intégrité du secteur public	45	13 309
Conseil privé		
Ministère	1	1 633 309
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	34 274
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	235 020
Directeur général des élections	15	226 050
Commissariat aux langues officielles	20	399 244

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Défense nationale		
Ministère	1	24 795 653
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	40 558
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	61 035
Bureau du Commissaire du centre de la sécurité des télécommunications	25	82 944
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	900 350
Environnement		
Ministère	1	9 920 251
Agence Parcs Canada	25	5 661 126
Finances		
Ministère	1	1 330 277
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	409 247
Gouverneur général	1	178 876
Industrie		
Ministère	1	7 675 726
Agence spatiale canadienne	25	767 655
Conseil national de recherches du Canada	60	8 162 855
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	75	395 124
Conseil de recherches en sciences humaines	90	512 942
Conseil canadien des normes	100	634 212
Statistique Canada	105	8 981 239
Justice		
Ministère	1	9 413 976
Commission canadienne des droits de la personne	10	375 206
Tribunal canadien des droits de la personne	15	111 155
Commissaire à la magistrature fédérale	20	56 997

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature	25	16 540
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	747 313
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40	52 733
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45	286 417
Cour suprême du Canada	50	404 521
Patrimoine canadien		
Ministère	1	3 318 186
Musée canadien des droits de la personne	35	45 977
Musée canadien des civilisations	40	45 868
Musée canadien de la nature	45	127 081
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	904 176
Bibliothèque et Archives du Canada	55	1 188 894
Office national du film	75	802 643
Musée national des sciences et de la technologie	90	48 512
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	95	171 677
Commission de la fonction publique	105	1 957 498
Commission des relations de travail dans la fonction publique	110	109 160
Tribunal de la dotation de la fonction publique	115	51 382
Pêches et Océans		
Ministère	1	13 095 433
Ministère	5	166
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	9 512 163
Conseil canadien des relations industrielles	10	172 638
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	162 181

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(dollars)
Ressources naturelles		
Ministère	1	6 766 544
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	353 072
Santé		
Ministère	1	14 605 275
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15	13 554
Instituts de recherche en santé du Canada	20	769 049
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	124 260
Agence de la santé publique du Canada	40	3 652 320
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	1 895 926
Agence des services frontaliers du Canada	10	16 981 679
Service correctionnel du Canada	30	21 891 668
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	819 743
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	37 007
Gendarmerie royale du Canada	50	40,496,343
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	10 157
Transports		
Ministère	1	7 855 105
Office des transports du Canada	30	459 711
Commission de la capitale nationale	45	756 437
Bureau de l'infrastructure du Canada	55	534 665
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	13 743 372
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>351 312 348</i>

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Mise en œuvre de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique et du Crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable

Ces fonds seront consacrés à l'administration de la taxe de vente harmonisée (TVH) et aux crédits d'impôt en Ontario et en Colombie-Britannique, de même qu'à la perception de l'impôt associé aux importations non commerciales destinées à ces provinces. Ils serviront également à l'administration du Crédit de taxe pour la vie abordable, annoncé en 2010 dans le cadre de la modification du régime de TVH de la Nouvelle-Écosse.

Agence des services frontaliers du Canada	4 710
Agence du revenu du Canada	57 789
Statistique Canada	775
Total	63 274

Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche

Le but du Programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche est de financer des centres d'expertise en commercialisation et en recherche, reconnus à l'échelle internationale, dans quatre secteurs prioritaires : science et technologies environnementales; ressources naturelles et énergie; science et technologies de la santé et de la vie; technologies de l'information et des communications. Les fonds inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses serviront à verser des subventions aux centres choisis dans le cadre du troisième concours de ce programme.

Conseil de recherches en sciences humaines	2 647
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	17 407
Instituts de recherche en santé du Canada	9 760
Total	29 814

Fonds pour les coûts supplémentaires liés à l'arrivée massive de migrants à bord du MV Sun Sea

Ces fonds serviront à couvrir les dépenses engagées pour intercepter et arrimer le MV Sun Sea et traiter les migrants à bord, conformément aux obligations nationales et internationales du Canada.

Agence des services frontaliers du Canada	22 008
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	908
Gendarmerie royale du Canada	2 182
Total	25 098

Fonds pour lutter contre le passage de clandestins

Ces fonds fourniront des ressources affectées à l'enquête et au démantèlement de réseaux de passage de clandestins. Les mesures soutenues comprennent notamment une augmentation du nombre d'agents d'intégrité des mouvements migratoires et des agents des liaisons internationales en Asie du Sud-Est, ainsi que la création du Bureau du conseiller spécial en matière de passage de clandestins et de migration illégale.

Affaires étrangères et Commerce international	695
Agence des services frontaliers du Canada	1 508
Conseil privé	756
Défense nationale	422
Gendarmerie royale du Canada	3 022
Total	6 403

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada

Ces fonds seront utilisés pour entreprendre un éventail d'études et de projets dans le cadre de l'Initiative sur l'interopérabilité et la gérance des finances, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de systèmes et de processus fonctionnels normalisés de gestion financière et de données opérationnelles communes, de même que les outils et les techniques interopérabilité.

Secrétariat du Conseil du Trésor	2 035
Travaux publics et Services gouvernementaux	3 912
Total	5 947
GRAND TOTAL	130 536

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre elles à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent les sommes provenant des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
En guise d'appui à l'égard d'une contribution à Inuit Tapiriit Kanatami pour les frais juridiques liés à l'interdiction de l'Union européenne d'importer des produits dérivés du phoque		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	20 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(20 000)
Pour aider à l'organisation et la présentation du Forum 2010 sur la sécurité internationale d'Halifax		
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	1 000 000
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)
Pour aider le ministre à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui a trait à la représentation du Manitoba		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	280 000
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(280 000)
Pour appuyer la collecte de données supplémentaires dans le cadre des activités de recherche entourant l'Année polaire internationale		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	10 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(10 000)
Pour appuyer la construction du sentier Transcanadien		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	500 000
Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	(500 000)
Pour appuyer la recherche et la capacité d'innovation à l'échelle locale dans le Sud de l'Ontario		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	60 000
	Crédit 70 (Subventions et contributions)	1 200 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(60 000)
	Crédit 55 (Subventions et contributions)	(1 200 000)
Pour appuyer la Stratégie emploi jeunesse		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 70 (Subventions et contributions)	580 000
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(580 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
Pour établir une chaire de recherche pour le traitement de l'autisme et/ou les soins connexes		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	200 000
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(200 000)
Pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement d'une norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	53 400
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(26 700)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(26 700)
Pour la conférence canadienne sur la vigilance dans le secteur maritime		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	40 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(40 000)
Pour la mise au point d'une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonosés		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	891 928
	Crédit 35 (Dépenses en capital)	5 057 815
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 949 743)
Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada »		
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	Crédit 95 (Dépenses de fonctionnement)	35 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 000)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)
Pour la recherche sur les coinfections et autres comorbidités du VIH et du sida		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	800 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(800 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
--	--------	---------

Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses en capital)	147 000
Ressources naturelles	Crédit 5 (Dépenses en capital)	70 000
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 65 (Dépenses en capital)	45 500
Santé	Crédit 5 (Dépenses en capital)	40 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(302 500)

Pour le cadre d'examen des activités maritimes commerciales

Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	25 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)

Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger

Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	4 200 000
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 200 000)

Pour le rajustement du budget du Bureau du ministre d'État

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	125 320
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(125 320)

Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Ottawa (Ontario)

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	2 671 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(2 671 000)

Pour le réseau de communications

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	55 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(55 000)

Pour les indemnités versées pour service à l'étranger

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	277 861
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(277 861)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
Pour les investissements en matière de recherche, de développement et de présentation des technologies d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	181 300
	Crédit 65 (Dépenses en capital)	168 700
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(350 000)
Pour les priorités des pays en développement et émergents dans le cadre des initiatives canadiennes de financement pour la lutte contre les changements climatiques		
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	4 000 000
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(4 000 000)
Pour les programmes sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert des services de santé		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	705 806
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(705 806)
Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	5 000 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(5 000 000)
Pour l'examen des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique		
Office national de l'énergie	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	1 000 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)
Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés		
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 000 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 000 000)
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	250 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(250 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
Pour l'Initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques		
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 35 (Paiements au Centre de recherches pour le développement international)	1 550 000
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 90 (Dépenses de fonctionnement)	(25 926)
	Crédit 95 (Subventions)	(324 074)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Dépenses de fonctionnement)	(37 037)
	Crédit 80 (Subventions)	(462 963)
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	(700 000)
Pour mener à terme l'intégration du Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	11 172
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	(11 172)
Pour négocier les conditions d'importation et d'exportation avec les partenaires commerciaux en ce qui concerne les aliments, les végétaux et les animaux afin d'appuyer l'accès au marché canadien		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	200 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)
Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	74 805
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(74 805)
Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts		
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	20 000
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(20 000)
Pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica-Dominion		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(50 000)
Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé des populations et la réduction des inégalités en matière de santé, particulièrement dans le domaine de l'obésité et de la santé mentale		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	1 000 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(1 000 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	Dollars
Pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	551 115
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(551 115)
Pour soutenir un atelier dans l'ensemble des territoires afin d'établir des mécanismes pour développer une approche coordonnée à la prévention de la violence et à l'intervention partout dans les territoires		
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(100 000)
Remboursement des fonds inutilisés pour aider à l'organisation et la présentation du Forum 2009 sur la sécurité internationale d'Halifax		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	327 685
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(327 685)
Remboursement de fonds inutilisés pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie, chimique, biologique, radiologique et nucléaire		
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	136 692
Environnement	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(136 692)
Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres d'opération de la sécurité maritime		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	442 800
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(442 800)
Remboursement de fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	60 830
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(60 830)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications pour diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant à un projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour qu'un poste soit inclus dans un projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de 1 \$ permet d'inclure un tel poste à un projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Les virements de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Les virements entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités d'une organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts, aux investissements et aux avances. Ces crédits sont précédés de la lettre « L ».
5. *Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant* – Le budget supplémentaire des dépenses peut servir à créer un nouveau crédit, ainsi que le libellé correspondant, qui accordera l'autorisation à l'organisation tel que précisé dans le nouveau libellé du crédit.

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L’approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10c	Pour augmenter de 705 806 \$ la subvention aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d’autonomie gouvernementale; et pour augmenter de 333 678 \$ la subvention pour le financement du soutien des bandes.
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	10c	Pour inscrire une subvention de 673 000 \$ pour versée à des bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d’organisations internationales appuyant l’agriculture.
Industrie – Agence spatiale du Canada	35c	Pour augmenter de 750 000 \$ la subvention pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l’éducation en sciences et technologies spatiales.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	70c	Pour augmenter de 410 000 \$ la subvention pour soutenir la participation active des collectivités scientifiques canadiennes dans des initiatives à l’échelle internationale
Pêches et Océans	10c	Pour augmenter de 250 000 \$ le programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	5c	Pour augmenter de 7 700 000 \$ la subvention d’achèvement de la formation d’apprenti; et pour augmenter de 7 050 000 \$ les subventions aux organismes sans but lucratif à l’égard d’activités admissibles à l’aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.

2. Le virement de crédits au sein d’une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires Étrangères et Commerce International – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 9 435 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) pour soutenir les activités du ministère, de 14 884 915 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) pour appuyer les travaux du Groupe de travail sur l’Afghanistan et pour mieux harmoniser les ressources du Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde avec les programmes prévus en Afghanistan, en Afrique et dans les Amériques et de 700 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) pour faciliter le soutien continu des ministères et organismes nationaux au Programme d’aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N ^o du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce International – Ministère	10c	Pour autoriser le virement de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 1 536 051 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 765 000 \$ du crédit 10 (Affaires Indiennes et du Nord canadien) pour rajuster le transfert précédent à Santé Canada destiné au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10c	Pour autoriser le virement de 5 679 876 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour financer les coûts associés à l'exécution des programmes et à la prestation des services aux membres de la nouvelle réserve de Peerless Trout (4 801 000 \$) et pour réduire le montant des nouveaux crédits requis (878 876 \$); de 705 806 \$ du crédit 10 (Santé) pour les programme sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert de services de santé; et de 20 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) en guise d'appui à l'égard d'une contribution à Inuit Tapiriit Kanatami pour les frais juridiques liés à l'interdiction de l'Union européenne d'importer des produits dérivés du phoque.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	15c	Pour autoriser le virement de 3 820 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour subventionner l'expédition de denrées alimentaires vers les collectivités isolées du Nord et pour promouvoir la nutrition.
Environnement – Agence Parcs Canada	30c	Pour autoriser le virement de 5 139 479 \$ du crédit 25 (Agence Parcs Canada) pour couvrir les coûts en capital supplémentaires liés aux nouveaux parcs nationaux et aires marines nationales de conservation.
Industrie – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 1 309 000 \$ du crédit 1 (Industrie) pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation et de 505 255 \$ du crédit 10 (Industrie) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35c	Pour autoriser le virement de 4 668 667 \$ du crédit 25 (Agence spatiale canadienne) pour soutenir l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne (3 918 667 \$) et pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales (750 000 \$).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Pêches et Océans	5c	Pour autoriser le virement de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour appuyer des projets dans le cadre du Programme des ports pour petits bateaux.
Pêches et Océans	10c	Pour autoriser le virement de 343 675 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour appuyer des projets dans le cadre du Programme des ports pour petits bateaux, et de 45 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.
Santé – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 22 357 \$ du crédit 10 (Santé) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Transport – Bureau de l’infrastructure du Canada	55c	Pour autoriser le virement de 7 500 000 \$ du crédit 60 (Bureau de l’infrastructure du Canada) pour l’administration du Fonds de stimulation de l’infrastructure.

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international - Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 277 861 \$ du crédit 25 (Agence canadienne de développement international) pour les indemnités versées pour service à l’étranger et de 11 172 \$ du crédit 45 (Secrétariat de l’ALÉNA, section canadienne) pour mener à terme l’intégration du Secrétariat de l’ALÉNA, section canadienne, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.
Agence de promotion économique du Canada Atlantique – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour aider à l’organisation et la présentation du Forum 2010 sur la sécurité internationale d’Halifax.
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d’inspection des aliments	30c	Pour autoriser le virement de 1 091 928 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) pour la mise au point d’une solution d’échange d’information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonosaires (891 928 \$) et pour négocier les conditions d’importation et d’exportation avec les partenaires commerciaux en ce qui concerne les aliments, les végétaux et les animaux afin d’appuyer l’accès au marché canadien (200 000 \$).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d’inspection des aliments	35c	Pour autoriser le virement de 5 057 815 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) pour la mise au point d’une solution d’échange d’information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonosés.
Défense nationale – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 442 800 \$ du crédit 1 (Transports) pour le remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres d’opérations de la sécurité maritime, de 40 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour la conférence canadienne sur la vigilance dans le secteur maritime, de 327 685 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada Atlantique) pour le remboursement des fonds inutilisés pour aider à l’organisation et la présentation du Forum 2009 sur la sécurité internationale d’Halifax, et de 60 830 \$ du crédit 1 (Environnement) pour le remboursement des fonds inutilisés liés aux des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.
Défense nationale – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 136 692 \$ du crédit 5 (Environnement) pour le remboursement des fonds inutilisés pour la sécurité publique relativement à l’Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Environnement – Agence Parcs Canada	25c	Pour autoriser le virement de 500 000 \$ du crédit 10 (Environnement) pour appuyer la construction du sentier Transcanadien.
Industrie – Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l’Ontario	50c	Pour autoriser le virement de 125 320 \$ du crédit 1 (Industrie) pour le rajustement du budget du Bureau du ministre d’État.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	60c	Pour autoriser le virement de 60 000 \$ du crédit 50 (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l’Ontario) pour appuyer la recherche et la capacité d’innovation à l’échelle locale dans le Sud de l’Ontario, de 250 000 \$ du crédit 50 (Gendarmerie royale du Canada) pour l’évaluation, la gestion et l’assainissement des sites fédéraux contaminés, et de 181 300 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour les investissements en matière de recherche, de développement et de présentation des technologies d’isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	65c	Pour autoriser le virement de 168 700 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour des investissements en matière de recherche, de développement et de présentation des technologies d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur et de 45 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	70c	Pour autoriser le virement de 580 000 \$ du crédit 10 (Industrie) pour appuyer la Stratégie emploi jeunesse et de 1 200 000 \$ du crédit 55 (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) pour appuyer la recherche et la capacité d'innovation à l'échelle locale dans le Sud de l'Ontario.
Patrimoine canadien – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 20 000 \$ du crédit 10 (Conseil des Arts du Canada) pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts.
Patrimoine canadien – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 50 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica-Dominion.
Patrimoine canadien – Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	95c	Pour autoriser le virement de 10 000 \$ du crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 25 000 \$ du crédit 1 (Santé) pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada »
Pêches et Océans	1c	Pour autoriser le virement de 55 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour le réseau de communications.
Ressources Humaines et développement des compétences – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 551 115 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes et de 26 700 \$ du crédit 50 (Agence de la santé publique du Canada) pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement d'une norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail.
Ressources naturelles – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Ressources naturelles – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 70 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Ressources naturelles – Office national de l'énergie	25c	Pour autoriser le virement de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) pour l'examen des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique.
Santé – Ministère	5c	Pour autoriser le virement de 40 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Santé – Ministère	10c	Pour autoriser le virement de 100 000 \$ du crédit 50 (Agence de la santé publique du Canada) pour soutenir un atelier dans l'ensemble des territoires afin d'établir des mécanismes pour développer une approche coordonnée à la prévention de la violence et à l'intervention partout dans les territoires.
Sécurité publique et protection civile – Ministère	1c	Pour autoriser le virement de 280 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) pour aider le ministre à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui a trait à la représentation du Manitoba.

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit – Sans objet

5. Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant

Organisation	N° du crédit	Explication
Travaux publics et services gouvernementaux	8c	Fonds renouvelable des Services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$, à compter du 1^{er} avril 2011 , le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en diminuant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1^{er} juillet 2011 .

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Travaux publics et services gouvernementaux	9c	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – En vertu de l'article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour augmenter de 10 000 000 \$ à 20 000 000 \$, à compter du 1^{er} avril 2011 , le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds, établi aux termes du crédit 23d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995</i> , peut excéder les recettes.

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque portefeuille :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, crédits législatifs et transferts) pour chaque organisation demandant des crédits supplémentaires;
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et postes législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les autorisations à ce jour – budget principal des dépenses en plus de tous les budgets supplémentaires des dépenses approuvés précédemment et les affectations permanentes provenant des crédits centraux du CT;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le « Rajustements des crédits » d'un crédit correspond à zéro ou à un montant négatif, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée (*poste horizontal*) et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre les organisations ou au sein d'une organisation, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles à partir d'un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient aussi être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation ou des fonds d'un programme réaffectés à un autre programme.

Détails par ministère, organisme et société d'État

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
- les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
- les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	<p>Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 435 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 14 884 915 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 277 861 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 11 172 \$ du crédit 45 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>.....</p>				
	1 692 748 531	16 828 948	1	1 709 577 480	
5c	Dépenses en capital.....	234 346 481	(9 435 000)	224 911 481

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2009 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	963 886 292	(11 584 915)	1	952 301 378
12b En vertu du paragraphe 4(3) de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8), pour faire passer de 4 000 000 \$ à 89 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2010 et jusqu'au 31 mars 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes pour Passeport Canada	1	.....	.....	1
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	86 624 049	.....	.....	86 624 049
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre d'État – Traitement et allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33)	500 000	.....	.....	500 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8) .....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires.....	2 978 514 652	(4 190 967)	2	2 974 323 687
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.R. (2001), ch. 33) (non budgétaire).....	(965 500 000)	.....	.....	(965 500 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	(965 500 000)	.....	.....	(965 500 000)
Total du Ministère.....	2 013 014 652	(4 190 967)	2	2 008 823 687
Corporation commerciale canadienne				
15 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 549 962	.....	.....	15 549 962
Total de l'organisme	15 549 962	.....	.....	15 549 962
Agence canadienne de développement international				
20c Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	219 685 011	(542 900)	.....	219 142 111

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
25c Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 542 900 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 4 000 000 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 011 536 719	8 465 039	29 457 100	3 049 458 858
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 031 290	.....	.....	26 031 290
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	249 141 000	.....	.....	249 141 000
(L) En vertu de l'article 144 de la <i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i> , un paiement à la Banque mondiale pour la garantie de marchés pour le vaccin contre le pneumocoque, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 20 468 404 \$	20 468 404	.....	.....	20 468 404
Total des dépenses budgétaires.....	3 526 941 073	7 922 139	29 457 100	3 564 320 312
L30b Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 245 482 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	2	.....	.....	2
L32b Conformément à l'alinéa 3 c) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , le montant de l'aide financière fourni par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances pour l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'institutions internationales, ne doit pas dépasser, pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2010 et se terminant le 31 mars 2011, 35 724 849 \$US, même si ce montant est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 36 846 610 \$, le 17 septembre 2010	1	.....	.....	1
(L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales – Souscription au capital....	36 846 610	.....	.....	36 846 610
Total des dépenses non budgétaires.....	36 846 613	.....	.....	449 533 047
Total de l'organisme	3 563 787 868	7 922 139	29 457 100	3 601 166 925

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Centre de recherches pour le développement international				
35c Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 700 000 \$ du crédit 25 (Santé), de 462 963 \$ du crédit 80 (Industrie), de 324 074 \$ du crédit 95 (Industrie), de 37 037 \$ du crédit 75 (Industrie) et de 25 926 \$ du crédit 90 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	195 088 432	1 550 000	829 200	197 467 632
Total de l'organisme	195 088 432	1 550 000	829 200	197 467 632
Commission mixte internationale (section canadienne)				
40b Dépense du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	8 472 000	.....	.....	8 472 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	569 222	.....	.....	569 222
Total de l'organisme	9 041 222	.....	.....	9 041 222
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
45c Dépenses du Programme.....	374 820	(11 172)	.....	363 648
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	192 749	.....	.....	192 749
Total de l'organisme	567 569	(11 172)	.....	556 397
Total du portefeuille.....	5 797 049 523	5 270 000	30 286 302	5 832 605 825

Nota : En vertu du décret C.P. 2010-1083, le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, est intégré au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international afin de faciliter les activités de l'Accord, à compter du 27 août 2010.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destiné au Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes dans la région du Sahel, en Afrique, afin de permettre aux pays de cette région de prévoir les activités terroristes et d'y réagir conformément aux normes et obligations internationales en matière de lutte au terrorisme et de droits de la personne.....	993	.....	4 000	4 993
Fonds lié à la variation des dépenses issues des opérations internationales pour les indemnités versées aux Canadiens travaillant dans des missions diplomatiques à l'étranger.....	4 716	.....	.....	4 716
Fonds pour couvrir les coûts liés aux différends commerciaux en vertu du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain.....	1 960	.....	.....	1 960
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>)..	695	.....	.....	695
Montant brut des crédits à adopter	8 364	.....	4 000	12 364
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	8 364	.....	.....	8 364
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	.....	4 000	4 000
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour les indemnités versées pour service à l'étranger.....	278	.....	.....	278
Transfert du Secrétariat de l'ALÉNA – section canadienne – Pour mener à terme l'intégration du Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.....	11	.....	.....	11
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(4 000)	.....	4 000	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les travaux du Groupe de travail sur l'Afghanistan et pour mieux harmoniser les ressources du Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde avec les programmes prévus en Afghanistan, en Afrique et dans les Amériques (14 885 \$), et pour soutenir les activités du ministère (9 435 \$).....	24 320	(9 435)	(14 885)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour faciliter le soutien continu des ministères et organismes nationaux au Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité.....	700	.....	(700)	.....
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour aider le ministre à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui a trait à la représentation du Manitoba.....	(280)	.....	.....	(280)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger...	(4 200)	.....	.....	(4 200)
Total des transferts	16 829	(9 435)	(11 585)	(4 191)
Présent budget supplémentaire des dépenses	16 829	(9 435)	(11 585)	(4 191)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 8 363 656 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds destinés aux sommets du G8 et du G20 en vue de préparer les rapports subséquents aux sommets et de couvrir les frais de fonctionnement (7 605 000 \$), et des gains sur les marchés monétaires résultant des dépenses à l'étranger (758 656 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 000 000 \$ sont disponibles à partir du crédit 1 en raison des gains sur les marchés monétaires résultant des dépenses à l'étranger

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	2 000 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contribution pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	2 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	4 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	15 584 915	.....
Montant net des paiements de transfert	(11 584 915)	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Réponse du Canada à la crise humanitaire découlant des récentes inondations survenues au Pakistan .....	.....	46 800	46 800
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	16 800	16 800
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	543	543
Total des fonds disponibles .....	.....	17 343	17 343
Total des crédits à adopter	.....	29 457	29 457
Transferts			
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger .....	.....	4 200	4 200
Transfert d'Environnement – Pour les priorités des pays en développement et émergents dans le cadre des initiatives canadiennes de financement pour la lutte contre les changements climatiques .....	.....	4 000	4 000
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(543)	543	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour les indemnités versées pour service à l'étranger .....	.....	(278)	(278)
Total des transferts	(543)	8 465	7 922
Présent budget supplémentaire des dépenses	(543)	37 922	37 379

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 17 342 900 \$ sont disponibles: 16 800 000 \$ à même le crédit en raison de la conversion des contributions en subventions en vue de fournir une aide internationale plus efficace et 542 900 \$ du crédit 20 en raison d'une redistribution des ressources entre les autres frais relatifs au fonctionnement et au personnel.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions pour la programmation multilatérale: Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	50 800 000	.....
Contributions pour la programmation bilatérale: Contributions pour l'aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d'une autorité décrite dans les lois de crédits antérieurs, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	4 200 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	55 000 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>16 800 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>277 861</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	37 922 139	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour l'établissement du bureau de la très honorable Michaëlle Jean, laquelle agit à titre d'envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti	829
Transferts	
Transfert de l'Institut de recherche en santé du Canada (700 \$), du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (500 \$) et du Conseil de recherches en sciences humaines (350 \$) – Pour l'Initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques	1 550
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 379

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 45
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour mener à terme l'intégration du Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	(11)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 536 051 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	1 403 926 188	(2 283 949)	1	1 401 642 240
5c	Dépenses en capital et :			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 765 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	10 666 000	(6 450 927)	1	4 215 074
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 679 876 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 705 806 \$ du crédit 10 (Santé) et de 20 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	6 588 123 424	5 079 567	1	6 593 202 992

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
15c Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis à destination du Nord – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 820 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	57 000 000	3 820 000	1	60 820 001
20a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	9 860 733	.....	.....	9 860 733
25a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	29 939 000	.....	.....	29 939 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 055 729	.....	.....	66 055 729
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	74 436 792	.....	.....	74 436 792
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	8 262 960 515	164 691	4	8 263 125 210
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires	77 803 000	.....	.....	77 803 000
Total du Ministère	8 340 763 515	164 691	4	8 340 928 210

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence canadienne de développement économique du Nord					
40b	Dépenses de fonctionnement	18 031 597	.....	.....	18 031 597
45b	Contributions	48 031 951	.....	.....	48 031 951
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 180 455	.....	.....	1 180 455
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	1 611 254	.....	.....	1 611 254
	Total de l'organisme	68 855 257	.....	.....	68 855 257
Commission canadienne des affaires polaires					
50	Dépenses du Programme et contributions.....	984 294	.....	.....	984 294
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 830	.....	.....	76 830
	Total de l'organisme	1 061 124	.....	.....	1 061 124
Institut de la statistique des Premières nations					
55	Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	5 000 000	.....	.....	5 000 000
	Total de l'organisme	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens					
60	Dépenses du Programme.....	31 758 318	.....	.....	31 758 318
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	510 000	.....	.....	510 000
	Total de l'organisme	32 268 318	.....	.....	32 268 318
Greffe du Tribunal des revendications particulières					
65	Dépenses du Programme.....	2 763 472	.....	.....	2 763 472
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195 332	.....	.....	195 332
	Total de l'organisme	2 958 804	.....	.....	2 958 804
	Total du portefeuille.....	8 450 907 018	164 691	4	8 451 071 713

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour les coûts encourus dans les réserves par des organisations de gestion des urgences provinciales ou territoriales dans le cadre du Programme d'aide à la gestion des urgences .....	.....	.....	28 019	.....	28 019
Fonds pour le renouvellement et la prolongation d'une série de revendications territoriales globales au Yukon, la mise œuvre de plusieurs ententes sur l'autonomie gouvernementale au Yukon et la mise en œuvre de l'Entente sur l'administration de la justice du Conseil des Tlingit de Teslin .....	.....	.....	9 861	.....	9 861
Fonds pour procéder à l'inscription des personnes admissibles au statut d'Indien en vertu du projet de loi C-3, <i>Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens</i>	6 178	.....	.....	.....	6 178
Fonds pour des changements législatifs et réglementaires visant à améliorer le système de réglementation du Nord et à mettre en œuvre le Programme de surveillance des effets cumulatifs dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut	3 954	.....	800	.....	4 754
Fonds pour le renouvellement de l'Entente sur le financement des immobilisations des Naskapis et de l'Entente sur les paiements de transfert pour le financement du fonctionnement et de l'entretien de la collectivité des Naskapis .....	.....	.....	1 228	.....	1 228
Fonds pour le projet du Système de gestion de l'information du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations....	916	.....	.....	.....	916
Montant brut des crédits à adopter	11 048	.....	39 908	.....	50 956
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	9 512	.....	39 029	.....	48 541
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	1 536	.....	879	.....	2 415
Total des fonds disponibles	11 048	.....	39 908	.....	50 956
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....	.....
Transferts					
Transfert de Santé – Pour les programme sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert de services de santé .....	.....	.....	706	.....	706
Transfert de Pêches et Océans – En guise d'appui à l'égard d'une contribution à Inuit Tapiriit Kanatami pour les frais juridiques liés à l'interdiction de l'Union européenne d'importer des produits dérivés du phoque .....	.....	.....	20	.....	20
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer les coûts associés à l'exécution des programmes et à la prestation des services aux membres de la nouvelle réserve de Peerless Trout .....	.....	(4 801)	4 801	.....	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour subventionner l'expédition de denrées alimentaires vers les collectivités isolées du Nord et pour promouvoir la nutrition.....	(3 820)	.....	.....	3 820	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour rajuster le montant du transfert précédent à Santé Canada destiné au Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique .....	.....	765	(765)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis...	1 536	(2 415)	879	.....	.....
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la collecte de données supplémentaires dans le cadre des activités de recherche entourant l'Année polaire internationale.....	.....	.....	(10)	.....	(10)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes.....	.....	.....	(551)	.....	(551)
Total des transferts	(2 284)	(6 451)	5 080	3 820	165
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 284)	(6 451)	5 080	3 820	165

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 11 048 117 \$ sont disponibles: 9 512 066 \$ à même le crédit en raison du report des fonds destinés au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (4 500 000 \$), au Système d'information sur l'éducation (2 324 359 \$), à la mise en œuvre de la *Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes* (1 769 707 \$), aux activités de mise en œuvre de la revendication spéciale des Premières nations de Rainy River en Ontario (918 000 \$); et 1 536 051 \$ du crédit 5 en raison du report des acquisition de terrains relativement aux mesures liées aux traités. Ces fonds serviront à réduire le montant des nouveaux crédits requis et seront disponibles aux fins prévues au cours des exercices à venir.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 39 907 713 \$ sont disponibles : 39 028 837 \$ à même le crédit en raison du report des fonds pour le plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations (21 761 000 \$), la Directive sur la politique de commémoration (8 000 000 \$), des projets liés au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (3 000 000 \$), des mesures liées aux traités (1 674 977 \$), des subventions accordées à la Saskatchewan Association of Rural Municipalities et à la province de la Saskatchewan, ministère de l'Éducation, pour compenser les pertes à l'égard de l'assiette fiscale découlant du règlement de revendications relatives aux droits fonciers issus d'un traité causé par des délais dans la conversion de terres en réserves (2 800 000 \$), des accords de règlement sur les droits fonciers issus de traités du Manitoba (1 792 860 \$); et 878 876 \$ du crédit 5 en raison du report des acquisition de terrains relativement aux mesures liées aux traités. Ces fonds serviront à réduire le montant des nouveaux crédits requis et seront disponibles aux fins prévues au cours des exercices à venir.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale.....	8 324 056	.....
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	3 470 199	.....
Subvention pour le financement du soutien des bandes	333 678	.....
Montant total brut des subventions	12 127 933	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	28 019 264	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du soutien aux administrations indiennes	4 467 322	.....
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	800 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	20 000	.....
Montant total brut des contributions	33 306 586	.....
Montant total brut des paiements de transfert	45 434 519	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>39 028 837</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 326 114</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	5 079 568	.....

**AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES
RÉGIONS DU QUÉBEC**

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	52 596 412	(10 000)	.....	52 586 412
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	472 602 185	.....	.....	472 602 185
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 634 359	.....	.....	5 634 359
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds d'adaptation des collectivités	6 086 716	.....	.....	6 086 716
Total du portefeuille.....	536 921 672	(10 000)	.....	536 911 672

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la promotion et le développement de produits liés à trois festivals de la ville de Québec, soit le Grand Rire de Québec, le Festival international de musiques militaires de Québec et les Fêtes de la Nouvelle-France .....	.....	1 800	1 800
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	1 800	1 800
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada »	(10)	.....	(10)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(10)	.....	(10)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 800 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds pour l'Initiative d'appui au développement des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent et la rivière Saguenay à la suite des retards dans les projets visant à attirer des entreprises de navires de croisière à ces ports d'escale.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	1 800 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 800 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	1 800 000	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	90 084 009	.....	.....	90 084 009
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	312 141 405	672 315	1	312 813 721
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 467 553	.....	.....	8 467 553
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités	5 062 903	.....	.....	5 062 903
	Total du Ministère.....	415 755 870	672 315	1	416 428 186
Société d'expansion du Cap-Breton					
10	Paievements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	83 070 000	.....	.....	83 070 000
	Total de l'organisme	83 070 000	.....	.....	83 070 000
	Total du portefeuille.....	498 825 870	672 315	1	499 498 186

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 5
Transfert de la Défense nationale – Pour aider à l'organisation et la présentation du Forum 2010 sur la sécurité internationale d'Halifax	1 000
Transfert à la Défense nationale – Remboursement des fonds inutilisés pour aider à l'organisation et la présentation du Forum 2009 sur la sécurité internationale d'Halifax	(328)
Présent budget supplémentaire des dépenses	672

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	1 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>327 685</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	672 315	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 213 977 407	.....	54 159 034	3 268 136 441
5c Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	137 895 528	.....	3 347 516	141 243 044
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	416 699 690	.....	.....	416 699 690
(L) Ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique – Traitement et allocation pour automobile.....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	479 000 000	.....	(279 000 000)	200 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	226 893 957	.....	.....	226 893 957
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	225 000 000	.....	.....	225 000 000
Total du Ministère.....	4 699 545 231	.....	(221 493 450)	4 478 051 781
Total du portefeuille.....	4 699 545 231	.....	(221 493 450)	4 478 051 781

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Mise en œuvre de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique et du Crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable (<i>poste horizontal</i>).....	54 441	3 348	57 789
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	282	.....	282
Total des crédits à adopter	54 159	3 348	57 507
Crédits législatifs			
Modification de l'estimation initiale des versements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i> en raison des variations des prix et des volumes dans le marché du bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis.....	.....	.....	(279 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	54 159	3 348	(221 493)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 281 538 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies cernées dans le cadre de la réduction du budget du Bureau du ministre.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	778 798 330	(6 149 743)	.....	772 648 587
5b	Dépenses en capital.....			
	57 859 744	.....	.....	57 859 744
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	577 102 977	.....	1	577 102 978
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol			
	1	.....	.....	1
20	Agence canadienne du pari mutuel – Dépenses du Programme			
	345 000	.....	.....	345 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	83 262 843	.....	.....	83 262 843
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité			
	500 034 000	.....	295 366 000	795 400 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-protection.....			
	452 000 000	.....	72 000 000	524 000 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....			
	307 900 000	.....	.....	307 900 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)			
	184 000 000	.....	.....	184 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-investissement			
	155 820 000	.....	.....	155 820 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité			
	95 282 000	.....	19 907 484	115 189 484
(L)	Paiements de subventions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....			
	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L)	Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine			
	39 070 574	.....	.....	39 070 574

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement	18 959 000	.....	.....	18 959 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	4 534 193	9 534 193
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles (L.R.C. (1985), ch. F-4)</i>	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
Total du Ministère.....	3 313 913 118	(6 149 743)	391 807 678	3 699 571 053
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	4 068 118	.....	.....	4 068 118
Total de l'organisme	4 068 118	.....	.....	4 068 118
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30c Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 091 928 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	610 266 977	1 091 928	1	611 358 906
35c Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 057 815 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	44 971 182	5 057 815	1	50 028 998
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 287 247	.....	.....	73 287 247
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments (L.C. (1997), ch. 6)</i>	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total de l'organisme	730 025 406	6 149 743	2	736 175 151
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	31 331 251	.....	.....	31 331 251
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	589 448	.....	.....	589 448
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 001)	.....	.....	(120 001)
Total de l'organisme	31 800 698	.....	.....	31 800 698
Total du portefeuille.....	4 079 807 340	.....	391 807 680	4 471 615 020

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise au point d'une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonositaires.....	3 676	.....	3 676
Fonds pour l'administration de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i> , ainsi que le développement et l'exploitation d'un système de gestion de l'information électronique et d'exécution de programmes afin de soutenir l'amélioration de l'enregistrement des prêts, de la production de rapports et la responsabilité.....	2 990	.....	2 990
Fonds pour soutenir la participation du Canada auprès d'organisations internationales, et ce, dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des produits agro-industriels et de l'environnement agricole.....	.....	673	673
Montant brut des crédits à adopter	6 666	673	7 339
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	6 666	673	7 339
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Crédits législatifs			
Augmentation des paiements inhérents au programme Agri-stabilité en raison principalement du fléchissement des prix dans le secteur des céréales et des oléagineux en 2009, et de l'humidité excessive dans les provinces des Prairies en 2010.....			315 273
Augmentation des paiements de contribution inhérents au programme Agri-protection en fonction à la fois du maintien de la tendance à la hausse des prix du marché, qui a commencé en 2008, et du taux de participation au programme de plus en plus élevé.....			72 000
Augmentation des paiements de subvention du fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association en raison de la nécessité d'ajuster les niveaux de programmes afin de les rajuster au marché émergent.....			4 534
Total des crédits législatifs			391 807
Transferts	Crédit 1	Crédit 10	Total
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour négocier les conditions d'importation et d'exportation avec les partenaires commerciaux en ce qui concerne les aliments, les végétaux et les animaux afin d'appuyer l'accès au marché canadien.....	(200)	.....	(200)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour la mise au point d'une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoonositaires.....	(5 950)	.....	(5 950)
Total des transferts	(6 150)	.....	(6 150)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(6 150)	.....	385 657

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 6 666 028 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de : la réduction des besoins liés au moment des propositions dans le cadre du Fonds Agri-flexibilité (6 545 028 \$); des économies cernées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (121 000 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 673 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds destinés au versement de subventions aux bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales appuyant l'agriculture.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions versées à des bénéficiaires étrangers pour leur participation auprès d'organisations internationales qui appuient l'agriculture	673 000	.....
(L) Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité.....	.....	19 907 484
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association .....	.....	4 534 193
Montant total brut des subventions	673 000	24 441 677
Contributions		
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité.....	.....	295 366 000
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-protection.....	.....	72 000 000
Montant total brut des contributions	.....	367 366 000
Montant total brut des paiements de transfert	673 000	391 807 677
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>673 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	.....	391 807 677

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 30	Crédit 35	Total
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour la mise au point d'une solution d'échange d'information en matière de traçabilité afin de rehausser la capacité de mener rapidement des enquêtes précises et efficaces relativement aux incidents zoosanitaires.....	892	5 058	5 950
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour négocier les conditions d'importation et d'exportation avec les partenaires commerciaux en ce qui concerne les aliments, les végétaux et les animaux afin d'appuyer l'accès au marché canadien.....	200	.....	200
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 092	5 058	6 150

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Anciens Combattants					
1c	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	945 195 200	.....	19 787 717	964 982 917
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 432 508 000	.....	170 070 000	2 602 578 000
10	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	10 406 203	.....	.....	10 406 203
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41 209 711	.....	.....	41 209 711
(L)	Ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture) – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	.....	.....	175 000
(L)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4).....	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4).....	2 000	.....	.....	2 000
	Total du portefeuille.....	3 429 594 763	.....	189 857 717	3 619 452 480

ANCIENS COMBATTANTS

Anciens Combattants

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des prestations aux vétérans et aux personnes à charge et membres de la famille admissibles dans le cadre du programme des indemnités et allocations d'invalidité* .....	.....	155 620	155 620
Fonds pour paiements à titre gracieux pour respecter les engagements du gouvernement en ce qui concerne les essais de l'agent Orange à la BFC Gagetown en 1966 et 1967	11 300	.....	11 300
Fonds pour la prestation de soins à domicile aux anciens combattants, les dispensateurs de soins et les personnes à charge admissibles, et la prestation des soins intermédiaires aux anciens combattants dans les établissements communautaires .....	.....	9 400	9 400
Fonds pour la prestation de services professionnels et de services de réadaptation aux vétérans des Forces canadiennes et à leurs familles	9 200	.....	9 200
Fonds destinés aux allocations pour perte de revenus et aux prestations de retraite supplémentaires .....	.....	4 800	4 800
Fonds pour améliorer les services de gestion des cas offerts aux vétérans grièvement blessés et aux membres de leurs familles	1 570	.....	1 570
Fonds pour l'établissement du Programme d'aide à l'édification de monuments commémoratifs dans les collectivités afin d'appuyer la construction de nouveaux cénotaphes et monuments ou l'apport d'importants ajouts aux cénotaphes et monuments existants .....	.....	250	250
Montant brut des crédits à adopter	22 070	170 070	192 140
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	2 282	.....	2 282
Présent budget supplémentaire des dépenses	19 788	170 070	189 858

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 282 251 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010 (1 990 270 \$) et des économies cernés dans le cadre de la réduction des budgets des Bureaux des ministres (291 981 \$).

Paiements de transfert (dollars)

<u>Subventions</u>	Crédit	Législatif
Indemnités et allocations d'invalidité (<i>Des fonds provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor ont été accordés en vue de financer une partie de ce poste</i>)	155 620 000	.....
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	4 800 000	.....
Montant total des subventions	160 420 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	9 400 000	.....
Contributions pour le Programme d'aide à l'édification de monuments commémoratifs dans les collectivités	250 000	.....
Montant total des contributions	9 650 000	.....
Total des paiements de transfert	170 070 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 55 698 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été accordé en vue de financer une partie de ce poste. Un sommaire des affectations temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	602 353 362	(1 256 347)	.....	601 097 015
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 256 133 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	971 492 145	1 206 133	3 947 617	976 645 895
7c Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 1 908 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 472 703 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 214 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	214	472 489	472 703
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 214 468	.....	.....	48 214 468
(L) Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
Total des dépenses budgétaires	1 622 138 624	(50 000)	4 420 106	1 626 508 730
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (L.C. (2001), ch. 27)	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires	1	.....	.....	1
Total du Ministère	1 622 138 625	(50 000)	4 420 106	1 626 508 731
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
10c Dépenses du Programme	117 208 713	.....	908 245	118 116 958
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 136 038	.....	.....	13 136 038
Total de l'organisme	130 344 751	.....	908 245	131 252 996
Total du portefeuille	1 752 483 376	(50 000)	5 328 351	1 757 761 727

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour la subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration .....	.....	4 800	.....	4 800
Fonds pour la radiation de prêts irrécouvrables liés au Programme des prêts aux immigrants .....	.....	.....	472	472
Fonds pour la subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne afin de stimuler le dialogue à l'échelle nationale et d'accroître la sensibilisation à l'égard de la citoyenneté canadienne .....	.....	404	.....	404
Fonds pour les subventions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés afin de permettre au ministère et au gouvernement du Canada de reconnaître et de commémorer les expériences et les contributions passées des communautés ethnoculturelles qui ont subi des mesures de guerre ou des mesures relatives à l'immigration au Canada, et d'instruire les Canadiens à cet égard .....	.....	41	.....	41
Montant brut des crédits à adopter	.....	5 245	472	5 717
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	41	.....	41
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	1 256	.....	1 256
Total des fonds disponibles	.....	1 297	.....	1 297
Total des crédits à adopter	.....	3 948	472	4 420
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(1 256)	1 256	.....	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica - Dominion .....	.....	(50)	.....	(50)
Total des transferts	(1 256)	1 206	.....	(50)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 256)	5 154	472	4 370

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 297 133 \$ sont disponibles : 41 000 à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions liés au Programme de reconnaissance historique pour les communautés; et 1 256 133 du crédit 1 en raison des fonds mis de côté pour compenser les pertes de revenus inhérentes aux modifications apportées au Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	4 800 000	.....
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne	403 750	.....
Subventions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés	41 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	5 244 750	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	41 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	50 000	.....
Montant net des paiements de transfert	5 153 750	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 10

Fonds pour les coûts supplémentaires liés à l'arrivée massive de migrants à bord du MV Sun Sea (*poste horizontal*)... **908**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1c	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 74 805 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	258 520 826	74 805	8 295 109	266 890 740
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10a	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	6 562 893	.....	.....	6 562 893
15c	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	10 790 570	10 790 570

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
20c Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 223 793 511	.....	63 300 000	2 287 093 511
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	128 041 265	.....	.....	128 041 265
30a Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.	248 687 652	.....	.....	248 687 652
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 591 684	.....	.....	29 591 684
(L) Président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C., (1970), ch. P-33)..	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat.....	3 645 296 480	74 805	82 385 679	3 727 756 964
École de la fonction publique du Canada				
35 Dépenses du Programme.....	57 756 378	.....	.....	57 756 378
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 477 030	.....	.....	6 477 030
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total de l'organisme	114 233 408	.....	.....	114 233 408
Commissariat au lobbying				
40 Dépenses du Programme.....	4 425 296	.....	.....	4 425 296
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	422 122	.....	.....	422 122
Total de l'organisme	4 847 418	.....	.....	4 847 418

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
45 Dépenses du Programme.....	6 347 959	.....	.....	6 347 959
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	505 240	.....	.....	505 240
Total de l'organisme	6 853 199	.....	.....	6 853 199
Total du portefeuille.....	3 771 230 505	74 805	82 385 679	3 853 690 989

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Géré à l'échelle du ministère		Géré à l'échelle du ministère	Total
	Crédit 1	Crédit 15	Crédit 20	
Fonds pour l'introduction d'une carte-médicaments électronique destinée aux membres du Régime de soins de santé de la fonction publique .....	.....	.....	63 300	63 300
Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux (pour le paiement rétroactif visant la période avant le 1 ^{er} avril 2010) .....	.....	10 791	.....	10 791
Fonds pour l'établissement et le maintien d'une Unité de gestion des litiges afin de gérer les litiges liés à l'emploi et aux relations de travail et pour les frais de litiges ayant trait aux contestations à l'égard des lois sur le travail et l'emploi du secteur publique fédéral	4 564	.....	.....	4 564
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	2 035	.....	.....	2 035
Fonds pour la Commission sur la réduction de la paperasse afin de fournir des conseils au gouvernement sur la réduction du fardeau en matière d'observation des règlements fédéraux imposé aux entreprises	1 696	.....	.....	1 696
Total des crédits à adopter	8 295	10 791	63 300	82 386
Transferts				
Transfert d'Industrie – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires	75	.....	.....	75
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 370	10 791	63 300	82 460

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	151 601 766	.....	1 925 476	153 527 242
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	14 518 870	.....	.....	14 518 870
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile.....	162 097	.....	.....	162 097
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile.....	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile.....	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile.....	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État et whip en chef du gouvernement – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
	Total du Ministère.....	166 522 680	.....	1 925 476	168 448 156
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 511 863	.....	.....	6 511 863
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	442 820	.....	.....	442 820
	Total de l'organisme.....	6 954 683	.....	.....	6 954 683
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	28 430 362	.....	.....	28 430 362
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 431 768	.....	.....	3 431 768
	Total de l'organisme.....	31 862 130	.....	.....	31 862 130
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	31 418 598	.....	.....	31 418 598
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	5 026 553	.....	.....	5 026 553
(L)	Dépenses d'élections.....	86 950 411	.....	15 000 000	101 950 411
(L)	Traitement du directeur général des élections.....	275 800	.....	.....	275 800
	Total de l'organisme.....	123 671 362	.....	15 000 000	138 671 362

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariat aux langues officielles				
20 Dépenses du Programme.....	19 821 924	.....	.....	19 821 924
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 185 376	.....	.....	2 185 376
Total de l'organisme	22 007 300	.....	.....	22 007 300
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
23b Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	7 932 045	.....	.....	7 932 045
Total de l'organisme	7 932 045	.....	.....	7 932 045
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
25 Dépenses du Programme.....	992 250	.....	.....	992 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 490	.....	.....	118 490
Total de l'organisme	1 110 740	.....	.....	1 110 740
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 856 068	.....	.....	2 856 068
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	288 180	.....	.....	288 180
Total de l'organisme	3 144 248	.....	.....	3 144 248
Total du portefeuille.....	363 205 188	.....	16 925 476	380 130 664

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour le groupe d'experts-arbitres créé aux fins de l'examen des documents ayant trait au transfert des détenus afghans par les Forces canadiennes	1 650
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>).....	756
Montant brut des crédits à adopter	2 406
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	480
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 926

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 480 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts identifiés dans les activités quotidiennes du Cabinet du Premier ministre en 2010-2011.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Directeur général des élections

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Législatif
Fonds pour la préparation de la 41 ^e élection générale et la tenue d'élections partielles en novembre 2010.....	15 000

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Remboursement des dépenses électorales des candidats concernant les élections partielles de novembre 2010 (disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>).....	180 000
Allocation aux partis politiques enregistrés (disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>).....	438 697
Total des paiements de transfert	618 697

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 408 434 518 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 238 213 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 482 800 \$ du crédit 1 (Transports) et de 327 685 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) et de 60 830 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	15 689 460 901	(128 685)	1	15 689 332 217
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 136 692 \$ du crédit 5 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	5 311 274 607	(165 808)	1	5 311 108 800
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....			
	272 490 669	.....	.....	272 490 669
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	362 592 783	.....	.....	362 592 783

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	1 001 715 141	.....	.....	1 001 715 141
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	5 459 452	.....	.....	5 459 452
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	1 159 415	.....	.....	1 159 415
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	64 272	.....	.....	64 272
Total du Ministère.....	22 644 295 889	(294 493)	2	22 644 001 398
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 482 262	.....	.....	6 482 262
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	587 755	.....	.....	587 755
Total de l'organisme	7 070 017	.....	.....	7 070 017
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20b Dépenses du Programme.....	6 761 121	.....	.....	6 761 121
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296 879	.....	.....	296 879
Total de l'organisme	7 058 000	.....	.....	7 058 000
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
25 Dépenses du Programme.....	2 121 689	.....	.....	2 121 689
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 506	.....	.....	129 506
Total de l'organisme	2 251 195	.....	.....	2 251 195
Total du portefeuille.....	22 660 675 101	(294 493)	2	22 660 380 610

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>).....	422	.....	422
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	422	.....	422
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de Transports – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres d’opérations de la sécurité maritime	443	.....	443
Transfert de l’Agence de promotion économique du Canada atlantique – Remboursement des fonds inutilisés pour aider à l’organisation et la présentation du Forum 2009 sur la sécurité internationale d’Halifax	328	.....	328
Transfert d’Environnement – Remboursement des fonds inutilisés pour la sécurité publique relativement à l’Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	137	137
Transfert d’Environnement – Remboursement des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	61	.....	61
Transfert de Transports – Pour la conférence canadienne sur la vigilance dans le secteur maritime.....	40	.....	40
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada (147 \$), à Ressources naturelles (70 \$), au Conseil national de recherches du Canada (46 \$) et à Santé (40 \$) – Pour la sécurité publique relativement à l’Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	(303)	(303)
Transfert à l’Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour aider à l’organisation et la présentation du Forum 2010 sur la sécurité internationale d’Halifax	(1 000)	.....	(1 000)
Total des transferts	(128)	(166)	(294)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(128)	(166)	(294)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 422 160 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d’une diminution des besoins de financement pour appuyer les services de police et de sécurité de la réunion du G20 de 2010 à Toronto.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	831 969 653	(60 830)	.....	831 908 823
5c	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral			
	57 175 740	(136 692)	.....	57 039 048
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services.....			
	162 249 707	(4 500 000)	.....	157 749 707
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	89 119 632	.....	.....	89 119 632
(L)	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
	Total du Ministère.....	(4 697 522)	.....	1 135 895 859

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
15b	Dépenses du Programme, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	29 566 260	.....	.....	29 566 260
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 654 634	.....	.....	2 654 634
	Total de l'organisme	32 220 894	.....	.....	32 220 894
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie					
20	Dépenses du Programme.....	5 065 811	.....	.....	5 065 811
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	417 491	.....	.....	417 491
	Total de l'organisme	5 483 302	.....	.....	5 483 302
Agence Parcs Canada					
25c	Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 10 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	767 404 737	(4 639 479)	1	762 765 259
30c	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 139 479 \$ du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	500 000	5 139 479	1	5 639 480
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 229 293	.....	.....	46 229 293
(L)	Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
	Total de l'organisme	925 134 030	500 000	2	925 634 032
	Total du portefeuille.....	2 103 431 607	(4 197 522)	2	2 099 234 087

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour appuyer la construction du sentier Transcanadien.....	.....	.....	500	500
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	500	500
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert à la Défense nationale – Remboursement de fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	(61)	.....	.....	(61)
Transfert à la Défense nationale – Remboursement de fonds inutilisés pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie, chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	(137)	.....	(137)
Transfert à Parcs Canada – Pour appuyer la construction du sentier Transcanadien.....	.....	.....	(500)	(500)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour les priorités des pays en développement et émergents dans le cadre des initiatives canadiennes de financement pour la lutte contre les changements climatiques.....	.....	.....	(4 000)	(4 000)
Total des transferts	(61)	(137)	(4 500)	(4 698)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(61)	(137)	(4 500)	(4 698)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds pour des récompenses visant à encourager les Canadiens à remplacer leurs vieux véhicules plus polluants (Programme national de mise à la ferraille de véhicules).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 30</u>	<u>Total</u>
Transfert d'Environnement – Pour appuyer la construction du sentier Transcanadien...	500	.....	500
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour couvrir les coûts en capital supplémentaires liés aux nouveaux parcs nationaux et aires marines nationales de conservation	(5 139)	5 139	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(4 639)	5 139	500

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques....	500 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	128 601 392	.....	.....	128 601 392
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	319 195 055	.....	.....	319 195 055
7b	Autorisation de verser des paiements, entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011, conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> : à la Société financière internationale pour les initiatives du Projet de financement des petites et moyennes entreprises dont le montant ne doit pas dépasser 20 000 000 \$; à la Société financière internationale pour l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques dont le montant ne doit pas dépasser 5 830 000 \$; à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$	1	.....	.....	1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 836 097	.....	.....	12 836 097
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	28 432 000 000	.....	(125 000 000)	28 307 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	25 441 998 000	.....	.....	25 441 998 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	14 881 503 000	.....	.....	14 881 503 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 178 703 000	.....	.....	11 178 703 000
(L)	Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 769 000 000	.....	.....	3 769 000 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 663 567 000	.....	.....	2 663 567 000
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement (L.R.C. (1985), ch. B-7)	384 280 000	.....	.....	384 280 000
(L)	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	228 100 000	.....	.....	228 100 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	195 300 000	.....	(34 905 000)	160 395 000
(L) Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	150 000 000	.....	.....	150 000 000
(L) Achat de la monnaie canadienne.....	140 000 000	.....	(25 000 000)	115 000 000
(L) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i> .	76 200 000	.....	.....	76 200 000
(L) Subventions accordées à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (Article 8 – <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>).....	40 000 000	.....	.....	40 000 000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	149 000	32 149 000
(L) Projet de financement des petites et moyennes entreprises (PME) (<i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	20 000 000	.....	.....	20 000 000
(L) Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>).....	11 000 000	.....	.....	11 000 000
(L) Financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (<i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	5 830 000	.....	.....	5 830 000
(L) Garanties de marché en matière d'agriculture (<i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8).....	1 000 000	.....	.....	1 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(649 810 000)	.....	7 612 000	(642 198 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(2 949 851 000)	.....	32 356 000	(2 917 495 000)
Total des dépenses budgétaires.....	84 761 531 194	.....	(144 788 000)	84 616 743 194
L10 Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
L12b Conformément à la <i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , paiement, versé entre le 1 ^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011, d'un montant ne devant pas dépasser 285 720 000 \$ à la Société financière internationale dans le cadre de l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques	1	.....	.....	1

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiement à la Société financière internationale pour appuyer l'initiative de financement accéléré pour la lutte contre les changements climatiques (<i>Loi sur des accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , article 8)	285 720 000	.....	.....	285 720 000
Total des dépenses non budgétaires	285 720 002	.....	.....	285 720 002
Total du Ministère	85 047 251 196	.....	(144 788 000)	84 902 463 196
Vérificateur général				
15 Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en les portant en réduction de dépenses engagées pendant l'exercice	78 780 804	.....	.....	78 780 804
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 960 917	.....	.....	9 960 917
Total de l'organisme	88 741 721	.....	.....	88 741 721
Tribunal canadien du commerce extérieur				
20 Dépenses du Programme	10 899 767	.....	.....	10 899 767
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 466 634	.....	.....	1 466 634
Total de l'organisme	12 366 401	.....	.....	12 366 401
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
25b Dépenses du Programme	51 612 532	.....	.....	51 612 532
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 393 772	.....	.....	4 393 772
Total de l'organisme	56 006 304	.....	.....	56 006 304
Bureau du surintendant des institutions financières				
30 Dépenses du Programme	946 801	.....	.....	946 801
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> (L.R.C. (1985), ch. 18 [3 ^e suppl.])	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	946 802	.....	.....	946 802
PPP Canada Inc.				
35 Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	.....	.....	12 700 000
40 Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	242 500 000	.....	.....	242 500 000
Total de l'organisme	255 200 000	.....	.....	255 200 000
Total du portefeuille	85 460 512 424	.....	(144 788 000)	85 315 724 424

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits législatifs	Législatif
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux découlant d'une baisse des recouvrements inhérents à l'impôt fédéral de base.....	39 968
Nouvelles prévisions de subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives) attribuables aux nouvelles données sur la population transmises par Statistique Canada.....	149
Nouvelles prévisions relatives aux coûts de production et de distribution de la monnaie canadienne en raison principalement de la demande de monnaie moins élevée que prévu sur le marché	(25 000)
Nouvelles prévisions relatives au paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) attribuables à une diminution de l'écart du montant par habitant du transfert canadien en matière de santé entre l'Ontario et les autres provinces bénéficiant de la péréquation	(34 905)
Nouvelles prévisions relatives au service de la dette publique attribuables aux taux d'intérêts moindres annoncées dans la Mise à jour des projections économiques et financières de 2010.....	(125 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(144 788)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Autres paiements de transfert		
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives).....	149 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	7 612 000
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	32 356 000
(L) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	(34 905 000)
Total des paiements de transfert	5 212 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....			
	442 489 096	(1 509 125)	.....	440 979 971
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 309 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 505 255 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	15 516 051	1 814 255	1	17 330 307
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	1 419 803 832	(1 085 255)	.....	1 418 718 577
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	53 997 679	.....	.....	53 997 679
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État (Science et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile.....			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Contribution en vertu du Programme d'infrastructure du savoir.....			
	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36).....			
	108 600 000	.....	.....	108 600 000
(L)	Subvention à Génome Canada			
	43 000 000	.....	.....	43 000 000
(L)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet 5)			
	25 000 000	.....	.....	25 000 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada			
	13 659 172	.....	.....	13 659 172
(L)	Subvention à l'Institut Perimeter			
	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Contribution en vertu du Fond d'adaptation des collectivités			
	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R.C., (1985), ch. S-11).....			
	125 000	.....	.....	125 000
	2 637 273 479	(780 125)	1	2 636 493 355

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	2 638 073 479	(780 125)	1	2 637 293 355
Agence spatiale canadienne				
25c Dépenses de fonctionnement.....	263 367 726	(4 668 667)	.....	258 699 059
30c Dépenses en capital.....	83 894 001	.....	.....	83 894 001
35c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 668 667 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	46 884 107	4 668 667	1	51 552 775
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	10 792 628	.....	.....	10 792 628
Total de l'organisme.....	404 938 462	.....	1	404 938 463
Commission canadienne du tourisme				
40b Paiements à la Commission canadienne du tourisme ...	109 464 753	.....	.....	109 464 753
Total de l'organisme.....	109 464 753	.....	.....	109 464 753
Commission du droit d'auteur				
45 Dépenses du Programme.....	2 976 601	.....	.....	2 976 601
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	292 844	.....	.....	292 844
Total de l'organisme.....	3 269 445	.....	.....	3 269 445
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
50c Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 320 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	37 665 924	65 320	1	37 731 245
55c Subvention inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	510 610 797	(1 200 000)	.....	509 410 797
(L) Contribution aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 431 296	.....	.....	3 431 296
(L) Fonds d'adaptation des collectivités.....	42 500 000	.....	.....	42 500 000
Total de l'organisme.....	594 208 017	(1 134 680)	1	593 073 338
Conseil national de recherches du Canada				
60c Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 \$ du crédit 50 (Industrie), de 250 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) et de 181 300 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	422 255 830	491 300	1	422 747 131
65c Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 168 700 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 45 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	53 192 000	214 200	1	53 406 201
70c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 580 000 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 1 200 000 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	294 477 800	1 780 000	1	296 257 801

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	45 581 698	.....	.....	45 581 698
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R. (1985), ch. N-15).....	77 346 500	.....	.....	77 346 500
Total de l'organisme.....	892 853 828	2 485 500	3	895 339 331
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
75c Dépenses de fonctionnement.....	46 952 082	(37 037)	.....	46 915 045
80c Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	1 010 577 786	(462 963)	17 078 500	1 027 193 323
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 424 920	.....	.....	4 424 920
Total de l'organisme.....	1 061 954 788	(500 000)	17 078 500	1 078 533 288
Greffé du Tribunal de la concurrence				
85 Dépenses du Programme.....	2 030 607	.....	.....	2 030 607
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	158 950	.....	.....	158 950
Total de l'organisme.....	2 189 557	.....	.....	2 189 557
Conseil de recherches en sciences humaines				
90c Dépenses de fonctionnement.....	25 569 835	(25 926)	.....	25 543 909
95c Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	660 975 422	(324 074)	2 046 625	662 697 973
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 500 111	.....	.....	2 500 111
Total de l'organisme.....	689 045 368	(350 000)	2 046 625	690 741 993
Conseil canadien des normes				
100 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 763 212	.....	.....	7 763 212
Total de l'organisme.....	7 763 212	.....	.....	7 763 212
Statistique Canada				
105c Dépenses du Programme, contributions et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	523 432 748	.....	4 227 080	527 659 828
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	71 731 988	.....	.....	71 731 988
Total de l'organisme.....	595 164 736	.....	4 227 080	599 391 816
Total du portefeuille.....	6 998 925 645	(279 305)	23 352 211	7 021 998 551

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense .....	.....	.....	4 106	4 106
Fonds pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur l'équité à la pompe</i>	18	505	.....	523
Montant brut des crédits à adopter	18	505	4 106	4 629
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	18	.....	4 106	4 124
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	505	.....	505
Total des fonds disponibles	18	505	4 106	4 629
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation	(1 309)	1 309	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	.....	505	(505)	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor– Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires	(75)	.....	.....	(75)
Transfert à l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Pour le rajustement du budget du Bureau du ministre d'État	(125)	.....	.....	(125)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer la Stratégie emploi jeunesse .....	.....	.....	(580)	(580)
Total des transferts	(1 509)	1 814	(1 085)	(780)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 509)	1 814	(1 085)	(780)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 18 458 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds pour le programme Large bande à la suite de la révision du calendrier de mise en œuvre du projet.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 505 255 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report du financement destiné au Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile à la suite de retards dans les projets de recherche et développement de l'industrie automobile.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 4 105 659 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement destiné au Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile à la suite de retards dans les projets de recherche et développement de l'industrie automobile.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	4 105 659	.....
Montant total brut des paiements de transfert	4 105 659	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	4 105 659	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	1 085 255	.....
Montant net des paiements de transfert	(1 085 255)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 35	Total
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite RADARSAT-1 .....	.....	.....	367	367
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	367	367
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne.....	(3 919)	.....	3 919	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la recherche, la sensibilisation et l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	(750)	.....	750	.....
Total des transferts	(4 669)	.....	4 669	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(4 669)	.....	4 669	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 367 271 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds pour le programme de l'Agence spatiale européenne à la suite de changements apportés à la planification de projets pluriannuels et aux projections de trésorerie.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	750 000	.....
Contributions		
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne.....	4 285 938	.....
Montant total brut des paiements de transfert	5 035 938	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	367 271	.....
Montant net des paiements de transfert	4 668 667	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 50	Crédit 55	Total
Transfert d'Industrie – Pour le rajustement du budget du Bureau du ministre d'État.....	125	. . . . .	125
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer la recherche et la capacité d'innovation à l'échelle locale dans le Sud de l'Ontario	(60)	(1 200)	(1 260)
Présent budget supplémentaire des dépenses	65	(1 200)	(1 135)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds pour soutenir la participation active des collectivités scientifiques canadiennes dans des initiatives à l'échelle internationale .....	.....	.....	410	410
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	410	410
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Pour appuyer la recherche et la capacité d'innovation à l'échelle locale dans le Sud de l'Ontario	60	.....	1 200	1 260
Transfert d'Industrie – Pour appuyer la Stratégie emploi jeunesse .....	.....	.....	580	580
Transfert de Ressources naturelles – Pour les investissements en matière de recherche, de développement et de présentation des technologies d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur. .	181	169	.....	350
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	250	.....	.....	250
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	46	.....	46
Total des transferts	491	215	1 780	2 486
Présent budget supplémentaire des dépenses	491	215	1 780	2 486

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 70 : Des fonds autorisés totalisant 410 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources pour répondre aux exigences des affiliations internationales.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Affiliations internationales	410 000	.....
Montant total brut des subventions	410 000	.....
Contributions		
Programme d'aide à la recherche industrielle, Contributions aux entreprises.....	1 000 000	.....
Programme d'aide à la recherche industrielle, Contributions à la stratégie emploi	580 000	.....
Programme d'aide à la recherche industrielle, Contributions aux organismes.....	200 000	.....
Montant total brut des contributions	1 780 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 190 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	410 000	.....
Montant net des paiements de transfert	1 780 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 75	Crédit 80	Total
Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>).....	.....	17 407	17 407
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	329	329
Total des crédits à adopter	.....	17 078	17 078
Transferts			
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques.....	(37)	(463)	(500)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(37)	16 615	16 578

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 80 : Des fonds autorisés totalisant 328 500 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources pour tenir compte des besoins supplémentaires des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.....	17 407 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	17 407 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	328 500	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	462 963	.....
Montant net des paiements de transfert	16 615 537	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 90	Crédit 95	Total
Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>).....	.....	2 647	2 647
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	600	600
Total des crédits à adopter	.....	2 047	2 047
Transferts			
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques.....	(26)	(324)	(350)
Total des transferts	(26)	(324)	(350)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(26)	1 723	1 697

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 600 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réalignement des ressources pour tenir compte des besoins supplémentaires des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.....	2 646 625	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 646 625	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....	600 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....	324 074	.....
Montant net des paiements de transfert	1 722 551	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 105
Fonds pour appuyer l'Initiative d'amélioration de l'Indice des prix à la consommation afin de concevoir une meilleure mesure de la variation des prix au Canada.....	3 452
Mise en œuvre de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique et du Crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable (<i>poste horizontal</i>).....	775
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 227

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	322 238 291	.....	.....	322 238 291
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	397 956 000	.....	.....	397 956 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 624 078	.....	.....	66 624 078
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
	Total du Ministère	786 897 018	.....	.....	786 897 018
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme	21 496 477	.....	.....	21 496 477
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 365 078	.....	.....	2 365 078
	Total de l'organisme	23 861 555	.....	.....	23 861 555
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme	4 452 615	.....	.....	4 452 615
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	394 031	.....	.....	394 031
	Total de l'organisme	4 846 646	.....	.....	4 846 646
Commissaire à la magistrature fédérale					
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice financier générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 612 762	.....	.....	8 612 762
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 690 163	.....	.....	1 690 163

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	874 098	.....	.....	874 098
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C., (1985), ch. J-1)	428 924 000	.....	.....	428 924 000
Total de l'organisme	440 101 023	.....	.....	440 101 023
Service administratif des tribunaux judiciaires				
30b Dépenses du Programme.....	58 033 535	.....	.....	58 033 535
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 375 551	.....	.....	6 375 551
Total de l'organisme	64 409 086	.....	.....	64 409 086
Bureau du directeur des poursuites pénales				
35b Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice	158 747 162	.....	.....	158 747 162
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 017 429	.....	.....	16 017 429
Total de l'organisme	174 764 591	.....	.....	174 764 591
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40c Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	11 051 941	.....	355 445	11 407 386
45b Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	22 214 697	.....	.....	22 214 697
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 603 429	.....	.....	3 603 429
Total de l'organisme	36 870 067	.....	355 445	37 225 512
Cour suprême du Canada				
50 Dépenses du Programme.....	23 815 609	.....	.....	23 815 609
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 281 275	.....	.....	2 281 275
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C., (1985), ch. J-1)	5 488 000	.....	.....	5 488 000
Total de l'organisme	31 584 884	.....	.....	31 584 884
Total du portefeuille.....	1 563 334 870	.....	355 445	1 563 690 315

JUSTICE

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour le contentieux et les cas complexes	400
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	45
Présent budget supplémentaire des dépenses	355

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 44 555 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies ciblées dans le contexte des mesures de limitation des coûts visant à réduire le taux de croissance des dépenses de fonctionnement annoncées dans le budget fédéral de 2010.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	236 521 048	20 000	1	236 541 049
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	1 071 950 696	50 000	1	1 072 000 697
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	25 761 886	.....	.....	25 761 886
(L)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....			
	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8)			
	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....			
	182 000	.....	.....	182 000
	1 336 329 279	70 000	2	1 336 399 281
Conseil des Arts du Canada				
10c	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....			
	181 823 785	(20 000)	.....	181 803 785
	181 823 785	(20 000)	.....	181 803 785
Société Radio-Canada				
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement			
	1 031 581 060	.....	.....	1 031 581 060
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement			
	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....			
	101 564 000	.....	.....	101 564 000
30	Pour autoriser, en vertu du paragraphe 46.1(3) de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> , un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la <i>Loi</i> n'excédant pas 220 000 000 \$			
	1	.....	.....	1
	1 137 145 061	.....	.....	1 137 145 061

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Musée canadien des droits de la personne					
35	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	55 895 977	.....	.....	55 895 977
	Total de l'organisme	55 895 977	.....	.....	55 895 977
Musée canadien des civilisations					
40b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	71 183 598	.....	.....	71 183 598
	Total de l'organisme	71 183 598	.....	.....	71 183 598
Musée canadien de la nature					
45b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	33 281 985	.....	.....	33 281 985
	Total de l'organisme	33 281 985	.....	.....	33 281 985
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
50b	Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	7 562 128	.....	.....	7 562 128
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 650 684	.....	.....	5 650 684
	Total de l'organisme	13 212 812	.....	.....	13 212 812
Bibliothèque et Archives du Canada					
55b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	104 602 814	.....	.....	104 602 814
60	Dépenses en capital.....	11 997 971	.....	.....	11 997 971
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 216 135	.....	.....	11 216 135
	Total de l'organisme	127 816 920	.....	.....	127 816 920
Société du Centre national des Arts					
65b	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	36 134 981	.....	.....	36 134 981
	Total de l'organisme	36 134 981	.....	.....	36 134 981
Commission des champs de bataille nationaux					
70	Dépenses du Programme.....	7 853 271	.....	.....	7 853 271
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	386 844	.....	.....	386 844
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
	Total de l'organisme	9 840 115	.....	.....	9 840 115

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Office national du film					
75	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	68 458 338	.....	.....	68 458 338
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	68 458 338	.....	.....	68 458 338
Musée des beaux-arts du Canada					
80b	Paievements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	42 952 120	.....	.....	42 952 120
85	Paievement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total de l'organisme	50 952 120	.....	.....	50 952 120
Musée national des sciences et de la technologie					
90b	Paievements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	35 319 852	.....	.....	35 319 852
	Total de l'organisme	35 319 852	.....	.....	35 319 852
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
95c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 25 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	10 447 411	35 000	1	10 482 412
100	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	19 950 000	.....	.....	19 950 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 170 174	.....	.....	1 170 174
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
	Total de l'organisme	31 569 585	35 000	1	31 604 586
Commission de la fonction publique					
105	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services d'évaluation et de counseling	91 628 667	.....	.....	91 628 667
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 195 076	.....	.....	13 195 076
	Total de l'organisme	104 823 743	.....	.....	104 823 743

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
110 Dépenses du Programme.....	12 892 947	.....	.....	12 892 947
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 253 270	.....	.....	1 253 270
Total de l'organisme	14 146 217	.....	.....	14 146 217
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
115 Dépenses du Programme.....	5 043 039	.....	.....	5 043 039
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	546 807	.....	.....	546 807
Total de l'organisme	5 589 846	.....	.....	5 589 846
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
120 Dépenses du Programme.....	1 726 200	.....	.....	1 726 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183 600	.....	.....	183 600
Total de l'organisme	1 909 800	.....	.....	1 909 800
Téléfilm Canada				
125 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 670 672	.....	.....	105 670 672
Total de l'organisme	105 670 672	.....	.....	105 670 672
Total du portefeuille.....	3 421 104 686	85 000	3	3 421 189 689

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds découlant des recettes issues des alliances avec le secteur privé et des activités commerciales inhérentes à l'Expo 2010 et de son contrat conclu avec le Cirque du Soleil, lesquelles recettes ont été versées au Trésor afin de compenser les dépenses de fonctionnement du ministère	33	.....	33
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	33	.....	33
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir le programme Échanges Canada en vue de financer un volet du programme Rencontres du Canada de l'Institut Historica-Dominion .....	.....	50	50
Transfert du Conseil des Arts du Canada – Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts	20	.....	20
Total des transferts	20	50	70
Présent budget supplémentaire des dépenses	20	50	70

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 32 989 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un réalignement de ressources pour la création du programme Les jeunes s'engagent.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	50 001	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 10
Transfert à Patrimoine Canadien – Pour soutenir la conduite d'analyses statistiques et l'élaboration de résumés de recherches portant sur les arts.....	(20)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 95

Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (10 \$) et de Santé (25 \$)

– Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada »..... **35**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1 344 733 737	(3 353 675)	1	1 341 380 063
5c Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	453 536 582	3 000 000	1	456 536 583
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 388 675 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	133 166 352	388 675	1	133 555 028
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127 751 737	.....	.....	127 751 737
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
Total du portefeuille.....	2 059 267 057	35 000	3	2 059 302 060

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causées par les navires	191	.....	.....	191
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	191	.....	.....	191
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de Transports – Pour le réseau de communications	55	.....	.....	55
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets dans le cadre du Programme des ports pour petits bateaux	(3 344)	3 000	344	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(45)	.....	45	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – En guise d'appui à l'égard d'une contribution à Inuit Tapiriit Kanatami pour les frais juridiques liés à l'interdiction de l'Union européenne d'importer des produits dérivés du phoque.	(20)	.....	.....	(20)
Total des transferts	(3 354)	3 000	389	35
Présent budget supplémentaire des dépenses	(3 354)	3 000	389	35

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 190 961 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds visant la modification de la cueillette de données dans l'Arctique, et ce, en vue de la présentation du Canada à l'égard de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	250 000	.....
Montant total des subventions	250 000	.....
Contributions		
Contributions à l'appui du programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	93 675	.....
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	45 000	.....
Montant total des contributions	138 675	.....
Total des paiements de transfert	388 675	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte <u>des opérations</u> de l'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire;			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :			
	(i) des services du Secteur des programmes d'accès public;			
	(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail;			
	<u>(iii) des services offerts au nom d'autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d'établissements publics du gouvernement fédéral;</u>			
	<u>(iv) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;</u>			
	<u>(v) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>;</u>			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	763 863 486	.....	2 052 148	765 915 634
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 551 115 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 26 700 \$ du crédit 10 (Santé) et de 26 700 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	2 273 003 025	(62 395 091)	1	2 210 607 935
7c	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 61 791 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 149 541 766 \$ relativement à des comptes de prêts canadiens aux étudiants – Pour autoriser le virement au présent crédit de 62 999 606 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits no 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	.....	62 999 606	86 542 160	149 541 766

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	241 339 063	.....	.....	241 339 063
(L) Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre d'État (Aînés) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	28 048 000 000	.....	(356 000 000)	27 692 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	8 257 000 000	.....	(211 000 000)	8 046 000 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 594 000 000	.....	.....	2 594 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	587 000 000	.....	60 000 000	647 000 000
(L) Versement d'allocations (L.R.C. (1985), ch.O-9)	560 000 000	.....	(36 000 000)	524 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	557 213 024	.....	21 217 990	578 431 014
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	444 143 015	.....	(22 395 788)	421 747 227
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	64 000 000	.....	3 000 000	67 000 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	56 200 000	.....	.....	56 200 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	51 000 000	.....	.....	51 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	15 460 033	.....	(8 351 888)	7 108 145
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	10 200 000	.....	67 400 000	77 600 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	5 700 000	.....	32 800 000	38 500 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	4 178 320	.....	(13 012 701)	(8 834 381)
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	8 391	.....	7 343	15 734
(L) Fonds pour l'amélioration des prestations de l'assurance-emploi en vertu de la <i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>	2 900 000 000	.....	.....	2 900 000 000
(L) Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada.....	.....	.....	2 000 000	2 000 000
Total des dépenses budgétaires.....	47 432 647 655	604 515	(371 740 735)	47 061 511 435
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	765 110 776	.....	311 202 299	1 076 313 075
Total des dépenses non budgétaires.....	765 110 776	.....	311 202 299	1 076 313 075
Total du Ministère.....	48 197 758 431	604 515	(60 538 436)	48 137 824 510
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	12 110 977	.....	.....	12 110 977
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 527 229	.....	.....	1 527 229
Total de l'organisme.....	13 638 206	.....	.....	13 638 206
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15c Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 993 841 000	.....	.....	2 993 841 000
(L) Rénovation et amélioration des logements sociaux.....	75 000 000	.....	.....	75 000 000
(L) Logements des Premières nations.....	62 500 000	.....	1 800 000	64 300 000
Total des dépenses budgétaires.....	3 131 341 000	.....	1 800 000	3 133 141 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11).....	(2 504 996 000)	.....	.....	(2 504 996 000)
(L) Prêt à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés.....	.....	.....	793 200 000	793 200 000
Total des dépenses non budgétaires.....	(2 504 996 000)	.....	793 200 000	(1 711 796 000)
Total de l'organisme.....	626 345 000	.....	795 000 000	1 421 345 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 988 701	.....	.....	1 988 701
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	176 770	.....	.....	176 770
Total de l'organisme	2 165 471	.....	.....	2 165 471
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	4 485 279	.....	.....	4 485 279
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 055 967	.....	.....	1 055 967
Total de l'organisme	5 541 246	.....	.....	5 541 246
Total du portefeuille.....	48 845 448 354	604 515	734 461 564	49 580 514 433

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour la radiation de dettes dues à la Couronne pour des prêts aux étudiants canadiens irrécouvrables.....	.....	.....	149 542	149 542
Fonds pour la Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti qui encourage les apprentis à terminer leur formation, à recevoir une certification de compagnon d'apprentissage dans un métier désigné Sceau rouge et à se lancer dans des métiers spécialisés ....	.....	7 700	.....	7 700
Fonds pour des subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière dans le cadre du Programme de partenariats pour le développement social .....	.....	7 050	.....	7 050
Fonds pour le Programme canadien d'épargne-invalidité afin de fournir aux Canadiens touchés par une incapacité grave et leur famille plus de flexibilité à l'égard de leur sécurité financière à long terme	2 052	.....	.....	2 052
Montant brut des crédits à adopter	2 052	14 750	149 542	166 344
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	14 750	.....	14 750
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	63 000	63 000
Total des fonds disponibles	.....	14 750	63 000	77 750
Total des crédits à adopter	2 052	.....	86 542	88 594

Crédits législatifs

Augmentation du montant net des prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison de nouvelles prévisions plus élevées à l'égard des prêts faites par le Bureau de l'actuaire en chef ainsi qu'une diminution des remboursements prévus (non budgétaire).....				311 202
Augmentation des Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité en raison de l'estimation révisée du taux de croissance.....				67 400
Augmentation des paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison des changements apportés à la situation économique générale depuis août 2009				60 000
Augmentation des Bons canadiens pour l'épargne-invalidité en raison de l'estimation révisée du taux de croissance				32 800
Augmentation des paiements relatifs aux Subventions canadiennes pour études en raison de l'estimation révisée du taux de croissance.....				21 218
Augmentation des paiements pour les modalités de financement direct en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement d'une prévision révisée des coûts du fournisseur de services				9 107
Augmentation des paiements de Bons d'études canadiens en raison de l'amélioration des communications à la population ciblée et des connaissances accrues du produit par celle-ci				3 000
Financement à la subvention Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada				2 000
Augmentation des paiements d'intérêts en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement d'une hausse des paiements d'intérêts aux institutions financières.....				7
Diminution des paiements d'intérêts et des obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement des chiffres plus précis à l'appui du nouveau Programme d'aide au remboursement				(8 352)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Diminution des obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement de l'estimation révisée du remboursement des prêts garantis.....				(13 013)
Diminution des paiements de transfert pour les modalités de financement direct en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement des chiffres plus précis à l'appui du nouveau Programme d'aide au remboursement.....				(31 503)
Diminution des versements d'allocations en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen.....				(36 000)
Diminution des versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen				(211 000)
Diminution des versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction de prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen.....				(356 000)
Total des crédits législatifs				(149 134)
Total des rajustements des crédits				(60 540)
Transferts				
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir l'administration régionale Kativik afin de rationaliser l'exécution des programmes destinés aux jeunes .....	.....	551	.....	551
Transfert de Santé (26 700 \$) et de l'Agence de la santé publique du Canada (26 700 \$) – Pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement d'une norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail .....	.....	54	.....	54
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis .....	.....	(63 000)	63 000	.....
Total des transferts	.....	(62 395)	63 000	605
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 052	(62 395)	149 542	(59 935)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 14 750 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds disponibles du programme de la subvention incitative aux apprentis.

Crédit 7 : Des fonds autorisés totalisant 62 999 606 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison du report de fonds inhérents aux Ententes sur le marché du travail (45 906 500 \$), à l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (9 534 965 \$), à la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (4 558 141 \$) et au Fonds pour les compétences et les partenariats (3 000 000 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	.....	67 400 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.	.....	60 000 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	.....	32 800 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	21 217 990
Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti	7 700 000	.....
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social.....	7 050 000	.....
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	.....	3 000 000
(L) Financement pluriannuel initial à Passeport pour ma réussite Canada afin d'appuyer ses programmes d'intervention précoce communautaires qui aideront les jeunes défavorisés à accéder aux études postsecondaires au Canada.....	.....	2 000 000
(L) Versements d'allocations.....	.....	(36 000 000)
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	.....	(211 000 000)
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	.....	(356 000 000)
Montant total brut des subventions	14 750 000	(416 582 010)
Contributions		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	551 115	.....
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>.....	.....	7 343
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	53 400	.....
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>.....	.....	(8 351 888)
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	.....	(13 012 701)
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	(31 502 789)
Montant total brut des contributions	604 515	(52 860 035)
Montant total brut des paiements de transfert	15 354 515	(469 442 045)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	14 750 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	62 999 606	.....
Montant net des paiements de transfert	(62 395 091)	(469 442 045)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits législatifs	Législatif
Fonds pour stimuler la construction résidentielle grâce au versement de prêts à faible coût aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés (non budgétaire)	793 200
Fonds pour stimuler la construction résidentielle et la remise en état du parc de logements existants dans les communautés des Premières nations, dans le cadre de l'initiative Logement des Premières nations	1 800
Présent budget supplémentaire des dépenses	795 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> .			
	860 176 242	650 000	1	860 826 243
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 70 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	26 476 505	70 000	1	26 546 506
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
(L)	1 898 727 745	.....	.....	1 898 727 745
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	57 568 179	.....	.....	57 568 179
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôticières			
	1 371 238 000	.....	.....	1 371 238 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse			
	295 300 000	.....	.....	295 300 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada			
	20 000 000	.....	.....	20 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôticières			
	6 500 000	.....	.....	6 500 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôticières			
	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....			

(L)	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve			
	.....	.....	388 753 000	388 753 000
	Total du Ministère.....	720 000	388 753 002	4 928 938 322
Énergie atomique du Canada limitée				
15c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....			
	696 452 000	.....	175 400 000	871 852 000
	Total de l'organisme .....	.....	175 400 000	871 852 000

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
20b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	44 755 466	.....	.....	44 755 466
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 535 819	.....	.....	4 535 819
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	86 455 885	.....	.....	86 455 885
Total de l'organisme	135 747 170	.....	.....	135 747 170
Office national de l'énergie				
25c Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	56 790 854	1 000 000	1	57 790 855
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 344 274	.....	.....	6 344 274
Total de l'organisme	63 135 128	1 000 000	1	64 135 129
Administration du pipe-line du Nord				
30 Dépenses du Programme.....	1 215 200	.....	.....	1 215 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 150	.....	.....	118 150
Total de l'organisme	1 333 350	.....	.....	1 333 350
Total du portefeuille.....	5 436 132 968	1 720 000	564 153 003	6 002 005 971

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 5	Législatif	Total
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve – Pour la diminution en paiements de péréquation en raison de l'augmentation des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières extacôtières .....	.....	.....	388 753	388 753
Transferts				
Transfert de Transports – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.....	2 000	.....	.....	2 000
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	70	.....	70
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour les investissements en matière de recherche, de développement et de présentation des technologies d'isotopes médicaux ne nécessitant pas de réacteur.....	(350)	.....	.....	(350)
Transfert à l'Office national de l'énergie – Pour l'examen des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique	(1 000)	.....	.....	(1 000)
Total des transferts	650	70	.....	720
Présent budget supplémentaire des dépenses	650	70	388 753	389 473

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve.....	388 753 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour couvrir les coûts inhérents au maintien de la production d'isotopes; à la fermeture des installations de production d'isotopes; aux mises à jour opérationnelles et structurelles relatives aux priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement dans les Laboratoires de Chalk River; à la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs et aux projets commerciaux de prolongation de la vie; et à la gestion des pressions opérationnelles	175 400

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 25

Transfert de Ressources naturelles – Pour l'examen des exigences en matière de sécurité et d'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique	1 000
--	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 357 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	2 050 283 756	(2 643)	1	2 050 281 114
5c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 40 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	40 080 772	40 000	1	40 120 773
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	1 542 740 332	(854 863)	1	1 541 885 470
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 825 392	.....	.....	122 825 392
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
	Total du Ministère	3 756 008 901	(817 506)	3	3 755 191 398
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15	Dépenses du Programme	10 438 838	.....	.....	10 438 838
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	594 174	.....	.....	594 174
	Total de l'organisme	11 033 012	.....	.....	11 033 012
Instituts de recherche en santé du Canada					
20b	Dépenses de fonctionnement	53 478 613	.....	.....	53 478 613
25c	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 10 (Santé), de 1 800 000 \$ du crédit 50 (Santé) et de 10 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	957 444 918	1 310 000	9 360 000	968 114 918
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 900 322	.....	.....	4 900 322
	Total de l'organisme	1 015 823 853	1 310 000	9 360 000	1 026 493 853

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
30	Dépenses du Programme.....	5 347 307	.....	.....	5 347 307
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	723 742	.....	.....	723 742
	Total de l'organisme	6 071 049	.....	.....	6 071 049
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
35	Dépenses du Programme.....	11 605 136	.....	.....	11 605 136
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 018 349	.....	.....	1 018 349
	Total de l'organisme	12 623 485	.....	.....	12 623 485
Agence de la santé publique du Canada					
40b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	438 183 735	.....	.....	438 183 735
45	Dépenses en capital.....	36 773 594	.....	.....	36 773 594
50c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	201 473 489	(1 926 700)	.....	199 546 789
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 805 944	.....	.....	31 805 944
	Total de l'organisme	708 236 762	(1 926 700)	.....	706 310 062
	Total du portefeuille.....	5 509 797 062	(1 434 206)	9 360 003	5 517 722 859

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	22	.....	.....	22
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	22	.....	.....	22
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir un atelier dans l'ensemble des territoires afin d'établir des mécanismes pour développer une approche coordonnée à la prévention de la violence et à l'intervention partout dans les territoires .....	.....	.....	100	100
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	40	.....	40
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	22	.....	(22)	.....
Transfert au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Pour la recherche statistique fondée sur les sexes et la publication de « Femmes au Canada »	(25)	.....	.....	(25)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement d'une norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail.....	.....	.....	(27)	(27)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour établir une chaire de recherche pour le traitement de l'autisme et/ou les soins connexes .....	.....	.....	(200)	(200)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les Programmes sur l'autonomie gouvernementale des Premières nations du Yukon et pour l'accord de transfert des services de santé .....	.....	.....	(706)	(706)
Total des transferts	(3)	40	(855)	(818)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(3)	40	(855)	(818)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 22 357 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report des fonds pour les négociations tripartites en Colombie-Britannique et le début des négociations avec d'autres provinces, grâce à des investissements destinés à l'innovation en santé et aux services de santé essentiels des Premières nations.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de contributions pour la santé des femmes	100 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	100 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	954 863	.....
Montant net des paiements de transfert	(854 863)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds à l'appui des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>).....	9 760
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	400
Total des crédits à adopter	9 360
Transferts	
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé des populations et la réduction des inégalités en matière de santé, particulièrement dans le domaine de l'obésité et de la santé mentale.....	1 000
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour la recherche sur les coinfections et autres comorbidités du VIH et du sida.....	800
Transfert de Santé – Pour établir une chaire de recherche pour le traitement de l'autisme et/ou les soins connexes.....	200
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer la collecte de données supplémentaires dans le cadre des activités de recherche entourant l'Année polaire internationale.....	10
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'Initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques	(700)
Total des transferts	1 310
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 670

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réaffectation des ressources provenant des subventions de catégorie aux réseaux de centres d'excellence aux Centres d'excellence en commercialisation et en recherche.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	9 760 000	.....
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	2 010 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	11 770 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>400 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>700 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	10 670 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	<u>Crédit 50</u>
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour financer le projet de la Commission de la santé mentale du Canada sur le développement d'une norme nationale pour la sécurité et la santé psychologique en milieu de travail	(27)
Transfert à Santé – Pour soutenir un atelier dans l'ensemble des territoires afin d'établir des mécanismes pour développer une approche coordonnée à la prévention de la violence et à l'intervention partout dans les territoires...	(100)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour la recherche sur les coinfections et autres comorbidités du VIH et du sida	(800)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir la recherche sur les interventions en santé des populations et la réduction des inégalités en matière de santé, particulièrement dans le domaine de l'obésité et de la santé mentale.....	(1 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>(1 927)</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 280 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>			
	150 250 725	280 000	1	150 530 726
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	520 027 850	(5 000 000)	.....	515 027 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	13 703 682	.....	.....	13 703 682
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
	684 060 906	(4 720 000)	1	679 340 907
Agence des services frontaliers du Canada				
10c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	1 502 586 279	25 000	21 121 925	1 523 733 204
15c	Dépenses en capital.....			
	181 238 519	.....	531 400	181 769 919
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	163 702 468	.....	.....	163 702 468
	1 847 527 266	25 000	21 653 325	1 869 205 591
Service canadien du renseignement de sécurité				
20c	Dépenses de fonctionnement			
	456 554 255	.....	2 076 250	458 630 505
25	Dépenses en capital.....			
	31 610 000	.....	.....	31 610 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	43 633 223	.....	.....	43 633 223
	531 797 478	.....	2 076 250	533 873 728

Nota: La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend un montant qui a été voté en 2009-2010 et qui sera dépensé en 2010-2011

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Service correctionnel du Canada				
30b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et :			
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;			
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;			
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;			
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements			
	1 985 891 953	.....	.....	1 985 891 953
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements :			
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;			
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations			
	337 310 720	.....	.....	337 310 720
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	212 841 622	.....	.....	212 841 622
(L)	Fonds renouvelable CORCAN			

	Total de l'organisme			
	2 536 044 295	.....	.....	2 536 044 295

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commission nationale des libérations conditionnelles					
40b	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice	43 861 693	.....	.....	43 861 693
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 537 277	.....	.....	5 537 277
	Total de l'organisme	49 398 970	.....	.....	49 398 970
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
45b	Dépenses du Programme.....	3 696 426	.....	.....	3 696 426
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	420 177	.....	.....	420 177
	Total de l'organisme	4 116 603	.....	.....	4 116 603
Gendarmerie royale du Canada					
50c	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 2 671 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 458 974 846	7 421 000	19 984 342	2 486 380 188
55c	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 147 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	316 478 094	147 000	1 893 000	318 518 094
60b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	116 064 573	.....	.....	116 064 573
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 206 045	.....	.....	80 206 045
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	341 931 033	.....	.....	341 931 033
(L)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970) ch. R-10).....	19 000 000	.....	.....	19 000 000
	Total de l'organisme	3 332 654 591	7 568 000	21 877 342	3 362 099 933

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses du Programme.....	2 130 286	.....	.....	2 130 286
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	216 884	.....	.....	216 884
Total de l'organisme	2 347 170	.....	.....	2 347 170
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
70a Dépenses du Programme.....	7 775 528	.....	.....	7 775 528
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	557 740	.....	.....	557 740
Total de l'organisme	8 333 268	.....	.....	8 333 268
Total du portefeuille.....	8 996 280 547	2 873 000	45 606 918	9 044 760 465

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour aider le ministre à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui a trait à la représentation du Manitoba..	280	.....	280
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	.....	(5 000)	(5 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	280	(5 000)	(4 720)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour les coûts supplémentaires liés à l'arrivée massive de migrants à bord du MV Sun Sea (<i>poste horizontal</i>)	22 008	.....	22 008
Mise en œuvre de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique et du Crédit de taxe de la Nouvelle-Écosse pour la vie abordable (<i>poste horizontal</i>).....	4 563	147	4 710
Fonds pour les modifications législatives et réglementaires ayant trait au passage de clandestins et à l'arrivée massive et irrégulière de clandestins.....	2 811	.....	2 811
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>).....	1 508	.....	1 508
Fonds pour la redistribution des ressources entre les autres coûts de fonctionnement et les coûts relatifs au personnel .....	.....	384	384
Montant brut des crédits à adopter	30 890	531	31 421
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	9 768	.....	9 768
Total des crédits à adopter	21 122	531	21 653
Transferts			
Transfert de Transports – Pour le cadre d'examen des activités maritimes commerciales	25	.....	25
Présent budget supplémentaire des dépenses	21 147	531	21 678

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 9 768 344 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des coûts des avantages sociaux des employés à la suite de la conversion des fonds en crédits salariaux en 2009-2010 (9 183 646 \$); des fonds non dépensés en 2009-2010 relativement à la réponse du Canada au tremblement de terre en Haïti (578 098 \$); et aux recettes cédées en raison de la dispense des droits d'attestation pour les armes à feu des athlètes des Jeux Olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (6 600 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Recouvrement des produits de la vente d'habitations achetées dans le cadre du programme de vente d'habitation.....	2 076

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour la vision et le plan à long terme des grands projets d'immobilisation et des mesures de sécurité à l'édifice de l'Ouest et à la Bibliothèque du Parlement.....	7 490	1 893	9 383
Fonds pour les dépenses résiduelles liées aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010	8 000	.....	8 000
Fonds pour lutter contre le passage de clandestins (<i>poste horizontal</i>).....	3 022	.....	3 022
Fonds pour les coûts supplémentaires liés à l'arrivée massive de migrants à bord du MV Sun Sea (<i>poste horizontal</i>)	2 182	.....	2 182
Fonds pour le réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	676	.....	676
Montant brut des crédits à adopter	21 370	1 893	23 263
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 386	.....	1 386
Total des crédits à adopter	19 984	1 893	21 877
Transferts			
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	5 000	.....	5 000
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Ottawa (Ontario).....	2 671	.....	2 671
Transfert de la Défense nationale – Pour la sécurité publique relativement à l'Initiative de recherche et de technologie, chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	147	147
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés.....	(250)	.....	(250)
Total des transferts	7 421	147	7 568
Présent budget supplémentaire des dépenses	27 405	2 040	29 445

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 1 386 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds visant à appuyer les services aux victimes et la prévention de la violence dans les communautés autochtones.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;			
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;			
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	672 244 094	(2 562 800)	.....	669 681 294
5c	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés			
	225 388 258	.....	.....	225 388 258
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	850 176 749	.....	.....	850 176 749
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	69 557 658	.....	.....	69 557 658
(L)	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)			
	66 800 000	.....	1 400 000	68 200 000
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43)			
	57 771 301	.....	.....	57 771 301
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42)			
	3 300 000	.....	.....	3 300 000
	1 945 318 709	(2 562 800)	1 400 000	1 944 155 909

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Société canadienne des postes					
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	22 210 000	.....	.....	22 210 000
20	Conformément à l'article 28 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000 \$ et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances	1	.....	.....	1
	Total de l'organisme	22 210 001	.....	.....	22 210 001
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
25b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	595 055 399	.....	.....	595 055 399
	Total de l'organisme	595 055 399	.....	.....	595 055 399
Office des transports du Canada					
30	Dépenses du Programme.....	25 863 213	.....	.....	25 863 213
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 387 393	.....	.....	3 387 393
	Total de l'organisme	29 250 606	.....	.....	29 250 606
La Société des ponts fédéraux Limitée					
35	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	55 639 000	.....	.....	55 639 000
	Total de l'organisme	55 639 000	.....	.....	55 639 000
Marine Atlantique S.C.C.					
40c	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	219 647 001	.....	4 390 000	224 037 001
	Total de l'organisme	219 647 001	.....	4 390 000	224 037 001
Commission de la capitale nationale					
45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	83 943 115	.....	.....	83 943 115
50a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	79 838 001	.....	.....	79 838 001
	Total de l'organisme	163 781 116	.....	.....	163 781 116

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Bureau de l'infrastructure du Canada				
55c Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 500 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i>	58 534 625	7 500 000	1	66 034 626
60c Contributions	7 280 063 546	(7 500 000)	.....	7 272 563 546
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 156 445	.....	.....	5 156 445
(L) Fonds de stimulation de l'infrastructure	1 461 665 573	.....	.....	1 461 665 573
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	315 617 000	.....	(62 652 000)	252 965 000
(L) Fonds pour l'infrastructure verte	169 840 228	.....	(70 117 555)	99 722 673
(L) Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, ajout ...	219 954 637	.....	.....	219 954 637
Total de l'organisme	9 510 832 054	.....	(132 769 554)	9 378 062 500
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
65b Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	21 054 750	.....	.....	21 054 750
Total de l'organisme	21 054 750	.....	.....	21 054 750
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée				
70b Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	121 539 001	.....	.....	121 539 001
Total de l'organisme	121 539 001	.....	.....	121 539 001
Tribunal d'appel des transports du Canada				
75b Dépenses du Programme	1 664 362	.....	.....	1 664 362
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	123 879	.....	.....	123 879
Total de l'organisme	1 788 241	.....	.....	1 788 241
VIA Rail Canada Inc.				
80b Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	644 521 000	.....	.....	644 521 000
Total de l'organisme	644 521 000	.....	.....	644 521 000
Total du portefeuille	13 330 636 878	(2 562 800)	(126 979 554)	13 201 094 524

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour le programme de contribution pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées ..	.....	.....	14 100	14 100
Fonds destinés aux besoins de fonctionnement inhérents au programme de contribution des services de traversiers, lequel appui les services de traversier régionaux et les services dans les régions éloignées du Canada atlantique et de l'Est du Québec	4 400	.....	3 000	7 400
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	979	.....	979
Montant brut des crédits à adopter	4 400	979	17 100	22 479
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	4 400	979	17 100	22 479
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Crédits législatifs				
Fonds liés aux paiements à la Corporation de la Voie maritime du Saint-Laurent conformément aux ententes conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>				1 400
Total des rajustements des crédits				1 400
Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à l'Agence des services frontaliers – Pour le cadre d'examen des activités maritimes commerciales	(25)	.....	.....	(25)
Transfert à la Défense nationale – Pour la conférence canadienne sur la vigilance dans le secteur maritime	(40)	.....	.....	(40)
Transfert à Pêches et Océans – Pour le réseau de communications	(55)	.....	.....	(55)
Transfert à la Défense nationale – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées aux Centres d'opération de la sécurité maritime	(443)	.....	.....	(443)
Transfert à Ressources naturelles – Pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés	(2 000)	.....	.....	(2 000)
Total des transferts	(2 563)	.....	.....	(2 563)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 563)	.....	.....	(1 163)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds de la cession des terres de réserve à l'aéroport de Mirabel.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 979 477 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds pour l'acquisition de biens immobiliers pour le nouveau passage de la rivière Détroit.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 17 100 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de fonds pour l'Initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de contribution aux services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	14 100 000	.....
Programme de contribution aux services de traversier	3 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	17 100 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>17 100 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Marine Atlantique S.C.C.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Marine Atlantique S.C.C. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour couvrir les changements inhérents à des projets particuliers de navires et d'immobilisations à terre mentionnés dans le Plan d'entreprise 2010-2011 à 2014-2015	4 390

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits législatifs	Crédit 55	Crédit 60	Législatif
Réduction du Programme de base de l'infrastructure des provinces et des territoires afin de tenir compte des nouveaux besoins en matière de trésorerie inhérents aux ententes conclues avec les provinces et les territoires .....	.....	.....	(62 652)
Réduction du Fonds pour l'infrastructure verte dans le but d'ajuster le flux de trésorerie annuel en fonction des dépenses prévues pour les projets approuvés .....	.....	.....	(70 118)
Total des crédits législatifs	.....	.....	(132 770)
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds de fonctionnement pour l'administration du Fonds de stimulation de l'infrastructure .	7 500	(7 500)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 500	(7 500)	(132 770)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement, les contributions et pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	2 506 884 908	(48 068 751)	.....	2 458 816 157
5c Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 397 751 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	526 430 094	45 397 751	205 356 366	777 184 211
7a Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5.2(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 \$ à 40 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2010.....	1	.....	.....	1
8c Fonds renouvelable des Services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en diminuant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} juillet 2011. ....	.....	.....	1	1
9c Fonds renouvelable du Bureau de la traduction - En vertu de l'article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour augmenter de 10 000 000 \$ à 20 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds, établi aux termes du crédit 23d, <i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i> , peut excéder les recettes.....	.....	.....	1	1

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	87 196 363	.....	.....	87 196 363
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	3 870 000	.....	.....	3 870 000
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(221 825)	.....	.....	(221 825)
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	(742 540)	.....	.....	(742 540)
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(9 024 000)	.....	.....	(9 024 000)
Total du portefeuille.....	3 124 471 650	(2 671 000)	205 356 368	3 327 157 018

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 8	Crédit 9	Total
Fonds pour l'achat du Campus Carling de Nortel, les coûts de l'opération de liquidation et le paiement de l'impôt foncier pour le nouveau quartier général de la Défense nationale.....	.....	216 815	.....	.....	216 815
Fonds pour des rénovations apportées à diverses propriétés du gouvernement fédéral.....	.....	17 453	.....	.....	17 453
Fonds pour des coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureau à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux.....	15 951	.....	.....	.....	15 951
Fonds pour les coûts des locaux liés à l'administration des pensions de retraite.....	4 366	.....	.....	.....	4 366
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontale</i>).....	3 912	.....	.....	.....	3 912
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers à l'étranger.....	.....	1 571	.....	.....	1 571
Fonds pour consolider tous les services d'administration de la paye en un centre d'expertise.....	850	.....	.....	.....	850
Fonds pour le paiement des taxes municipales à l'égard des biens obtenus par bail-achat et des biens loués.....	493	.....	.....	.....	493
Fonds renouvelable des Services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en diminuant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} juillet 2011 (crédit 8c).....	.....	.....	.....	.....	.....
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – En vertu de l'article 29.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour augmenter de 10 000 000 \$ à 20 000 000 \$, à compter du 1 ^{er} avril 2011, le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds, établi aux termes du crédit 23d, <i>Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995, peut excéder les recettes</i> (crédit 9c).....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	25 572	235 839	.....	.....	261 411
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	25 572	.....	.....	.....	25 572
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	30 483	.....	.....	30 483
Total des fonds disponibles	25 572	30 483	.....	.....	56 055
Total des crédits à adopter	.....	205 356	.....	.....	205 356

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 8	Crédit 9	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis...	(30 483)	30 483	.....	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaffecter un financement à la Stratégie nationale de l'investissement.....	(14 915)	14 915	.....	.....	.....
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le remboursement des coûts de locaux liés à l'entente de bail-achat pour le projet de nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Ottawa (Ontario).....	(2 671)	.....	.....	.....	(2 671)
Total des transferts	(48 069)	45 398	.....	.....	(2 671)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(48 069)	250 754	.....	.....	202 685

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 25 572 335 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report du financement pour les travaux d'aménagement de la propriété située au 3000, rue Merivale (16 100 800 \$), et de la vision et du plan à long terme (9 471 535 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 30 482 926 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'une diminution des coûts de location pour des locaux du gouvernement fédéral dans le cadre du Programme de gestion des locaux et des biens immobiliers (12 505 373 \$); le report du financement pour la vision et le plan à long terme (4 213 465 \$), un nouveaux projet de construction fédéral à Québec (2 864 176 \$), les bureaux régionaux de ministres dans les territoires du Nord (2 510 000 \$), les étangs bitumeux de Sydney (2 133 160 \$), la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, phase II (1 230 000 \$), des biens techniques (1 000 000 \$) et les bureaux régionaux de ministres à Kitchener et à Moncton (548 000 \$); et d'une diminution des paiements en remplacement d'impôts (3 398 983 \$) et pour les frais bancaires liés à l'administration du Régime de pension de retraite de la fonction publique (79 769 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.